



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 AOUT, 1892.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2837

ERRATUM.

Page 1823, *in re* Kirouac *et al.* vs. Frigon *et al.*, après les mots—un lot de terre, ajoutez les mots “à l'endroit appelé Ruisseau du Moulin.” 3665

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TROISIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et à chacun de vous—SALUT :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th AUGUST, 1892.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2838

ERRATUM.

Page 1823, *in re* Kirouac *et al.* vs. Frigon *et al.*, after the words—a certain lot of land, add the words “at the place called Mill Stream.” 3666

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety two, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TROISIEME jour du mois d'AOUT, mil huit cent quatre-vingt-douze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DOUZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

L. DELORME,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3579

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Causapscaal.

Lot No. 40, du 1er rang, à Anaclet Heppell.

Canton Metalik.

Lot No. 1, du rang B, à Benjamin Roy.

Lot No. 2, du rang B, à J.-Bte. Roy.

E. E. TACHÉ,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.
Québec, 25 juillet 1892.

3543 2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

PROCLAMATION

WHEREAS the meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRD day of the month of AUGUST, one thousand eight hundred and ninety-two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the TWELFTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honourable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By Command,

L. DELORME,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec

3580

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Causapscaal.

Lot No. 40, of 1st range, to Anaclet Heppell.

Township Metalik.

Lot No. 1, of range B, to Benjamin Roy.

Lot No. 2, of range B, to J. Bte. Roy.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.
Quebec, 25th July, 1892.

3544

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6049.

Bulstrode.

Lot 14, du 4eme rang, à Adolphe St. Ives.
E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 28 juillet 1892. 3605 2

EXTRAITS DES RÉGLES ET RÈGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage ou personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

56.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a

Adj. 6049.

Bulstrode.

Lot 14, of 4th range, to Adolphe St. Ives.
E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 28th July, 1892. 3606

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway; a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting, to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

56.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amend-

des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun d'ces bills doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant qu'un projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2249

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un navire, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité ; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par

ments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2250

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephon Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the

ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendu du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des rains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que “on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

“ Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

2251 L. DELORME,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english of french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

2252 L. DELORME,
Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

Cour Supérieure.—Montréal.

No. 2601.

Léontine Dagenais, épouse de Alexandre Huguet Latour, marchand, de la cité de Montréal, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexandre Huguet Latour, Défendeur.

La demanderesse a, le seize février dernier, institué une action en séparation de biens contre le défendeur en cette cause.

LORANGER & MARTIN,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 22 juillet 1892. 3539 2

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Montreal.

No. 2601.

Léontine Dagenais, wife of Alexandre Huguet Latour, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Alexandre Huguet Latour, Defendant.

The plaintiff has, the sixteenth day of February last, instituted an action in separation as to property against the defendant in this case.

LORANGER & MARTIN,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 22nd July, 1892. 3540

Avis public est par le présent donné que Harvey P. Dwight, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, président de la compagnie de télégraphe Great North Western ; Frederick Royer, du même lieu, marchand ; William Wainright, des cité et district de Montréal, assistant général de la compagnie de chemin de fer Grand Tronc ; Frederick H. Waycott, du même lieu, gérant, et George B. Perry, de la dite cité de Toronto, comptable, ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes d'incorporation dans le but de faire les affaires de télégraphe en général dans la province de Québec, sous le nom de The Anglo Provincial Telegraph Company, avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, et les susdites personnes seront les premiers directeurs de la compagnie.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,
Procureurs des Requérants.

Montréal, 27 juillet 1892. 3591 2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 4888.

Dame Lucy Alice Johnson, de la partie est du canton de Farnham, dit district, épouse de William S. Hooper, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit William S. Hooper, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

H. THOS. DUFFY,
Procureur de la Demanderesse.

Sweetsburg, 18 juillet 1892. 3545 2

EUSTIS MINING COMPANY.

L'assemblée annuelle sera tenue, à midi, mercredi, le dixième jour d'août 1892, au bureau de la compagnie, à Capelton, P. Q., pour l'élection des officiers, et pour toutes autres affaires qui pourront être soumises.

W. E. C. EUSTIS,
Trésorier.

Capelton, P. Q., 21 juillet 1892. 3621 2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Emma Charlebois, épouse de Zotique Pilon, commerçant, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Zotique Pilon, Défendeur.
La Demanderesse a, le vingt-un juillet courant, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 28 juillet 1892. 3613 2

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No. 656.

Dame Eméledée Arcand, du canton de Duddswell, dans le district de Saint-François, épouse de Philias Turcotte, du même endroit, cultivateur et contractant, dûment autorisée en justice pour les fins de la présente cause,

vs.

Le dit Philias Turcotte, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, aujourd'hui, instituée en cette cause.

L. C. BELANGER,
Procureur de la Demanderesse.

Sherbrooke, 13 juillet 1892. 3473 4

Public notice is hereby given that Harvey P. Dwight, of the city of Toronto, in the province of Ontario, president of the Great North Western Telegraph Company ; Frederick Royer, of the same place, merchant ; William Wainright, of the city and district of Montreal, assistant general manager of the Grand Trunk Railway Company ; Frederick H. Waycott, of the same place, manager, and George B. Perry, of the said city of Toronto, accountant, intend to apply to the lieutenant governor of the province of Quebec for incorporation by letters patent for the purpose of carrying on a general telegraphic business in the province of Quebec, under the name of the Anglo Provincial Telegraph Company, with a capital stock of twenty-five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

The chief place of business of the said company to be in the city of Montreal, and the aforesaid parties to be the first directors of the company.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,
Attorneys for Applicants.

Montreal, 27th July, 1892. 3592

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 4888.

Dame Lucy Alice Johnson, of the east part of the township of Farnham, in said district, wife of William S. Hooper, of the same place, farmer, duly authorized to ester en justice herein,

Plaintiff ;

vs.

The said William S. Hooper, Défendeur.
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

H. THOS. DUFFY,
Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 18th July, 1892. 3546

EUSTIS MINING COMPANY.

The annual meeting will be held, at noon, on Wednesday, the tenth day of August, 1892, at the office of the company, Capelton, P. Q., for the election of officers, and for any other business that may legally come before it.

W. E. C. EUSTIS,
Treasurer.

Capelton, P. Q., 21st July, 1892. 3622

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Emma Charlebois, wife of Zotique Pilon, of the city of Montreal, in the district of Montreal, trader, duly authorized to ester en justice.

Plaintiff ;

vs.

The said Zotique Pilon, Défendeur.
The Plaintiff has, the twenty-first day of July instant, instituted an action in separation of property against the defendant.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 28th July, 1892. 3614

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 656.

Dame Eméledée Arcand, of the township of Duddswell, in the district of Saint Francis, wife of Philias Turcotte, of the same place, farmer and contractor, duly authorized judicially for the ends hereof,

Plaintiff ;

vs.

The said Philias Turcotte, Défendeur.
An action of separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

L. C. BELANGER,
Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 13th July, 1892. 3474

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Henriette Audet dit Lapointe, de la cité de
 Montréal, dans le district de Montréal, épouse de
 Ferdinand O. Delage, tonnelier, du même lieu,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Ferdinand O. Delage, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée en cette cause.

HUSMER LANCTOT,
 Avocat de la Demanderesse.
 Montréal, 4 juillet 1892. 3347 5

Canada. }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Richelieu. }
 No. 3720.

Dame Mary Jane O'Heir a institué une action en
 éparation de biens contre son époux Emmanuel
 Beauchemin, mécanicien, de Sorel.

BRUNEAU & PLAMONDON,
 Avocats de la Demanderesse.
 Sorel, 13 juillet 1892. 3439 4

Avis est par le présent donné qu'une demande
 sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur
 de la province de Québec pour obtenir des lettres
 patentes sous le grand Sceau de la dite province,
 octroyant une charte d'incorporation aux requérants
 et telles autres personnes qui pourront devenir action-
 naires de la compagnie, les constituant en corps
 incorporé.

1° Le nom de la compagnie incorporée sera : "La
 Compagnie de Téléphone des Marchands, de Mont-
 réal," (Limitée).

2° L'objet pour lequel la dite incorporation est
 demandée, est de faire les affaires en général se rap-
 portant au téléphone et à l'électricité, avec pouvoir
 de construire, maintenir et mettre en opération une
 ligne ou les lignes de fil métallique et fil électrique et
 câbles sur poteaux, ou dans des conduits souterrains,
 le long et sur les côtés et à travers des rues, chemins
 publics, ruelles adjacentes, ponts, cours d'eau de
 villes, cités et autres municipalités incorporées et
 rurales dans la dite province, pourvu que la dite
 ligne ou les lignes, poteaux et conduits susdits ne
 gêneront pas ou n'empêcheront pas le trafic, et le
 pouvoir de manufacturer, vendre et louer des ins-
 truments électriques, appareils, fournitures ou fils
 métalliques.

3° La principale place d'affaire de la dite compa-
 gnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite
 compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000.00),
 divisé en quatre mille actions de vingt-cinq piastres
 (\$25.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de
 chacun des requérants pour les dites lettres patentes
 sont : François-Xavier Moisan, marchand ; Louis
 Euclide Beauchamp, marchand ; Odilon Vanier,
 marchand ; Herbert Montague Linell, pratiquant
 l'électricité ; James Edwin MacDougall ; Joseph
 Archambault, marchand ; Charles Frédéric Beau-
 chemin, pratiquant l'électricité ; Lucien Huot, avo-
 cat et marchand, et Edouard Dagenais, marchand,
 tous des cité et district de Montréal, dans la pro-
 vince de Québec, lesquels seront tous les premiers
 directeurs et directeurs provisoires de la dite compa-
 gnie.

CHAPLEAU, BISAILLON,
 BROSSEAU & LAJOIE,
 Solliciteurs des requérants.

3277 4

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Henriette Audet dit Lapointe, of the city and
 district of Montreal, wife of Ferdinand O. Delage,
 cooper, of the same place, hereunto duly author-
 ized for the purposes of the present action,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Ferdinand O. Delage, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted in this case.

HUSMER LANCTOT,
 Attorney for Plaintiff.
 Montreal, 4th July, 1892. 3348

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Richelieu. }
 No. 3720.

Mrs. Mary Jane O'Heir has instituted a demand
 for separation as to property against her husband
 Emmanuel Beauchemin, machinist, of Sorel.

BRUNEAU & PLAMONDON,
 Attorneys for Plaintiff.
 Sorel, 13th July, 1892. 3440

Notice is hereby given that application will be
 made to His Honor the lieutenant governor of the
 province of Quebec for the issuing of letters patent
 under the great Seal of said province, granting a
 charter of incorporation to the petitioners and such
 others as may become members of the company,
 constituting them a body corporate.

1° The corporate name of the company will be :
 "The Merchants' Telephone Company of Montreal,"
 (Limited).

2° The object for which the said incorporation is
 sought, is to do a general telephone and electric
 business, with power to construct, maintain and oper-
 ate a line or lines of wire and electric wire and
 cables on polls, or through conduits under a long
 and through the sides of and across the streets,
 highways, lanes by ways, bridges, water courses of
 towns, cities and other incorporated and rural mun-
 icipalities in the said province, provided said line or
 lines, polls and conduits shall not interfere with or
 impede traffic, and the power to manufacture, sell
 and lease electrical instruments, apparatus, supplies
 or lines.

3° The chief place of business of the said company
 will be at the city of Montreal.

4° The proposed amount of capital stock of said
 company is one hundred thousand dollars (\$100,
 000.00), divided into four thousand shares of twenty-
 five dollars (\$25.00) each.

5° The names in full and addresses and calling of
 each of the petitioners for such letters patent are :
 François Xavier Moisan, merchant ; Louis Euclide
 Beauchamp, merchant ; Odilon Vanier, merchant ;
 Herbert Montague Linell, electrician ; James Edwin
 MacDougall ; Joseph Archambault, merchant ; Char-
 les Frederic Beauchemin, electrician ; Lucien Huot,
 advocate and merchant, and Edouard Dagenais,
 merchant, all of the city and district of Montreal,
 in the province of Quebec, and all of whom will be
 the first and provisional directors of the said com-
 pany.

CHAPLEAU, BISAILLON,
 BROSSEAU & LAJOIE,
 Solicitors for petitioners.

3278

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Edmond Gélinas, marchand, de Sainte
Clothilde, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'au 25 août 1892, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

AUGUSTE QUESNEL,
Curateur. 3643

Arthabaskaville, 1er août 1882.

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 3725.

In re David Béliveau, commerçant, de Saint-Gabriel
de Brandon, dit district, Failli ;
et

Pierre Béliveau, Requérent cession.
Je, soussigné, Joseph Eloi Archambault, notaire, de Saint-Gabriel de Brandon, donne avis que, samedi, le 23 juillet dernier, le dit David Béliveau a fait cession de ses biens en justice, pour le bénéfice de ses créanciers, sous l'autorité des articles 763a, et suivants, du code de procédure civile, et que samedi, le 30 juillet dernier, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, par sentence de l'honorable Charles Gill, juge de la cour supérieure.

Les créanciers sont requis de produire entre mes mains leurs réclamations contre le failli, sous trente jours de cette date.

J. E. ARCHAMBAULT,
Curateur. 3645

Saint-Gabriel, 1er août 1892.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Léandre Jouette, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, par l'honorable cour, en date du 2 août 1892.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à notre bureau, No. 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,
Curateurs. 3659

Montréal, 2 août 1892.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re James Pearson, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 2e jour d'août 1892, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du susnommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montréal, 2 août 1892. 3653

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 80.

In re Etienne Fontanelle, Failli.
Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été nommés curateurs aux biens du dit failli par l'honorable juge Plamondon, en date du 27ème jour de juillet 1892.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à notre bureau, No. 15, rue Saint-

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In re Joseph Edmond Gélinas, merchant, of Sainte
Clothilde, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this case, subject to objection until the twenty-fifth of August, 1892, after which date the dividends are payable at my office.

AUGUSTE QUESNEL,
Curator. 3644

Arthabaskaville, 1st August, 1892.

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 3725.

In re David Béliveau, of Saint Gabriel of Brandon,
said district, trader, Insolvent ;
and

Pierre Béliveau, Creditor making demand.
I, the undersigned, Joseph Eloi Archambault, notary, of Saint Gabriel of Brandon, give notice that the said insolvent, David Béliveau, hath, on Saturday, the 23rd day of July last, made a judicial abandonment of his property, for the benefit of his creditors, in accordance with articles 763a, and following, of code of civil procedure, and that on Saturday, the 30th of July last, I have been appointed curator to the property of said David Béliveau, by a judgment of the Honorable Charles Gill, a justice of the superior court.

The creditors of said insolvent are hereby notified to file their claims with me, within thirty days from date.

J. E. ARCHAMBAULT,
Curator. 3646

Saint Gabriel, 1st August, 1892.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Leandre Jouette, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, by the Honorable court, in date of 2nd day of August, 1892.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,
Curators. 3660

Montreal, 2nd August, 1892.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re James Pearson, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 2nd day of August, 1892, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes Sq.
Montreal, 2nd August, 1892. 3654

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 80.

In re Etienne Fontanelle, Insolvent.
We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent by the Honorable judge Plamondon, in date of 27th day of July, 1892.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, No. 15, Saint

Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,
Curateurs.
3661

Montréal, 28 juillet 1892.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. D. White & Cie, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 2nd jour d'août 1892, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du susnommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes,
Montréal, 2 août 1892. 3655

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 91.

In re L. O. Hector Langlois, marchand, de la paroisse de Saint-Hugues, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22ème jour d'août courant 1892, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 9, rue Saint-Denis.

J. O. DION,
Curateur.
3649

Saint-Hyacinthe, 4 août 1892.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re S. Rousseau, absent, Failli.

Avis est par le présent donné que, le premier jour d'août 1892, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit absent.

Les réclamations doivent être assermentées et déposées dans mon bureau sous un mois.

L. G. G. BELIVEAU,
Curateur.

Bureau : No. 180, rue Saint-Jacques
2e étage, chambre No. 6.
Montreal, 2 août 1892. 3647

AVIS DE CESSION.

Je, soussigné, J. Dastous, marchand, de Sainte-Flavie, dans le district de Rimouski, donne avis par les présentes que, le 2 août courant, j'ai fait cession de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Rimouski, le tout conformément à la loi.

J. DASTOUS,
Marchand.
HENRY A. BEDARD,
Gardien provisoire.

Bureau, 125, rue Saint-Pierre.
Québec, 3 août 1892. 3689

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Arthur Barsalou, Demandeur ;

vs.
Défendeur.

Fred. W. Chayer,
Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 22e jour de juillet 1892, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame,
Montréal. 3687

James street, within thirty days from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,
Curators.
3662

Montreal, 28th July, 1892.

Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*

In re J. D. White & Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 2nd day of August, 1892, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes sq.
Montreal, 2nd August, 1892. 3656

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 91.

In re L. O. Hector Langlois, merchant, of the parish of Saint Hugues, Insolvent.

A first and final sheet of dividend has been prepared in this matter, and shall be open to objection until the 22nd day of August, 1892, after which date the dividends shall be payable at my office, No. 9, Saint Denis street.

J. O. DION,
Curator.
3650

Saint Hyacinth, 4 août 1892.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re S. Rousseau, absentee, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the first day of August, 1892, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the above named absentee.

Claims must be sworn and filed at my office within one month.

L. G. G. BELIVEAU,
Curator.

Office : No. 180 Saint James,
2nd floor, room No. 6.
Montreal, 2nd August, 1892. 3648

NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, the undersigned, J. Dastous, merchant, of Sainte Flavie, in the district of Rimouski, do hereby give notice that, on 2nd of August, 1892, I have made an abandonment of my property for the benefit of my creditors, at the office of the protonotaire of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

J. DASTOUS,
Merchant.
HENRY A. BEDARD,
Provisional guardian.

Office : 125, Saint Peter street.
Quebec, 3rd August, 1892. 3690

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Arthur Barsalou, Plaintiff ;

vs.
Defendant.

Fred. W. Chayer,
Notice is hereby given that, on the 22nd day of July, 1892, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre Dame St.,
Montreal. 3688

Cour Supérieure.—Québec.

In re F. Pennée et al., Faillis.
Avis public est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 22 courant.

D. ARCAND,
Curateur.
3697

Québec, 6 août 1892.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
George Bisson, Demandeur ;

vs. Napoléon Dupont, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 25e jour de juillet 1892, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame,
Montréal. 3685

AVIS DE CESSION.

Je, soussigné, Delphis Drolet, marchand, de Québec, donne avis par les présentes que, le 28 juillet dernier, j'ai fait cession de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau de protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, le tout conformément à la loi.

D. DROLET,
Marchand.
A. B. DUPUIS,
Gardien provisoire.

Bureau de Henry A. Bédard,
Comptable public,
125, rue Saint-Pierre.
Québec, 3 août 1892. 3691

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Mad. M. A. Callahane, Demanderesse ;

vs. W. S. Brown, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 29e jour de juillet 1892, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

No. 1598 & 1608, rue Notre-Dame, Montréal.
3683

Cour Supérieure.—Québec.

In Re J. A. Langlais, de la cité de Québec, Failli ;

Avis est par le présent donné que le 1er courant, j'ai été nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont priés de me faire parvenir leurs réclamations dans un délai de trente jours.

D. ARCAND,
Curateur.
3635

Québec, 2 août 1892.

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*
No. 184.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue

Superior Court.—Québec.

In re F. Pennée et al., Insolvents.
Public notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter. This dividend will be payable at my office, on or after the 22nd instant.

D. ARCAND,
Curator.
3698

Quebec, 6th August, 1892.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
George Bisson, Plaintiff ;

vs. Napoleon Dupont, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 25th day of July, 1892, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

C. DESMARTEAU,
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street,
Montreal. 3686

NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, the undersigned, Delphis Drolet, dry goods merchant, of Québec, do hereby give notice that, on 28th July last, I have made an abandonment of my property for the benefit of my creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Québec, according to law.

D. DROLET,
Merchant.
A. B. DUPUIS,
Provisional guardian.

Office of Henry A. Bédard,
Public accountant,
125, Saint Peter street.
Québec, 3rd August, 1892. 3692

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Mrs. M. A. Callahane, Plaintiff ;

vs. W. S. Brown, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 29th day of July, 1892, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said Defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

No. 1598 & 1608, Notre Dame street, Montreal.
3684

Superior Court—Québec.

In Re J. A. Langlais, of the city of Québec, Insolvent ;

Notice is hereby given that on the 1st instant, I have been appointed curator in this matter.

The creditors are required to file with me their claims within thirty days.

D. ARCAND,
Curator.
3636

Québec, 2nd August, 1892.

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*
No. 184.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation, for the widening of Notre Dame

Notre-Dame, de la rue Lacroix à l'Avenue Papi-
neau ;

et

Henry Shippel,

Indemnitare.

Avis public est par le présent donné que la requé-
rante a déposé au greffe de cette cour, le montant
de l'indemnité accordée par le rapport des commis-
saires pour l'immeuble acquis par la dite requé-
rante, par voie d'expropriation forcée, et dont la
description est comme suit :

La partie sud-est du lot No. 99, du cadastre du
quartier Sainte-Marie, dans la dite cité.

Et sur la requête du dit indemnitare, il est
ordonné que par avis à être inséré deux fois par
semaine, durant deux semaines, dans deux journaux
publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Mont-
réal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*,
les créanciers soient appelés à produire leurs récla-
mations au greffe de la dite cour supérieure, à
Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion
du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de
quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils
peuvent y avoir.

(Par ordre)

J. DESROSIERS,
Député-protonotaire.

LABADIE & LABADIE,

Notaires de l'Indemnitare.

Bureau du Protonotaire,

Montréal, 29 juillet 1892.

3663

Licitations

street, from Lacroix street to Papineau Avenue ;

and

Henry Shippel,

Indemnitare.

Public notice is hereby given that the petitioner
hath deposited in the office of the prothonotary of
the said court, the amount of the indemnity awarded
by the commissioners for the property hereinafter
described, acquired by said petitioner, by forced
expropriation, namely :

The south east portion of lot cadastral No. 99, of
the Saint Mary's ward, in the said city.

And upon the petition of the said *Indemnitare*, it
is ordered that by a notice to be inserted twice
a week, during two consecutive weeks, in two
daily newspapers published in Montreal, one in the
english and the other in the french language, and
once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be
notified and required to signify their oppositions
and file the same in the office of the prothonotary
of the said superior court, at Montreal, within
fifteen days from the date of the insertion of said
notice in the said *Official Gazette*, on default whereof
proceedings will be had without respect to any
rights they may have.

(By order)

J. DESROSIERS,
Deputy prothonotary.

LABADIE & LABADIE,

Notaries of *Indemnitare*.

Prothonotary's office,

Montreal, 29th July, 1892.

3664

Licitations

Canada,
Province of Québec,
District de Kamouraska.

} *Cour Supérieure.*

No. 1529.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné, que par et
en vertu d'un jugement de la cour supérieure,
siégeant en la ville de Fraserville, dans le district de
Kamouraska, rendu le vingt-huitième jour de juin
mil huit cent quatre vingt douze, dans une cause
dans laquelle Rodrigue Mignot dit Labrie, cultiva-
teur, de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska,
est Demandeur ; et Dame Hermine Lévêque, veuve
de feu Louis Mignot dit Labrie, tant en son nom
que comme tutrice dément élue à ses enfants encore
mineurs, Narcisse, Alfred et Johny Mignot dit Labrie,
par acte de tutelle dément homologué et enregistré ;
Philippe Mignot dit Labrie, cultivateur ; Napoléon
Mignot dit Labrie, cultivateur, tous trois de la
paroisse de Saint-Louis de Kamouraska ; et Donat
Mignot dit Labrie, Frère Viateur, de la ville de
Joliette, dans le district de Joliette, sont défen-
deurs, il a été ordonné que l'immeuble suivant soit
vendu par licitation, savoir :

Un certain lopin de terre situé dans la paroisse
de Saint-Louis de Kamouraska, de deux arpents de
front sur environ huit arpents et demi à neuf
arpents de profondeur, connu et désigné sur les plan
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de
Saint-Louis de Kamouraska, sous le numéro trois
cent trente (330).

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et
adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le
VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain,
à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle
d'audience de la cour supérieure, au palais de jus-
tice, en la dite ville de Fraserville ; sujet aux char-
ges, clauses et conditions indiquées dans le cahier
des charges, déposé au greffe du protonotaire de la
dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin
de charge ou afin de distraire à la dite licitation
devra être déposée au greffe du protonotaire de la
dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé,

Canada,
Province of Québec,
District of Kamouraska.

} *Superior Court.*

No. 1529.

LICITATION.

Public notice is hereby given, that by a judgment
of the superior court, sitting in the town of Fras-
erville, in the district of Kamouraska, on the twenty-
eighth day of June, one thousand eight hundred
and ninety-two, in a cause wherein Rodrigue Mignot
dit Labrie, farmer, of the parish of Saint Louis de
Kamouraska, is Plaintiff ; and Dame Hermine
Leveque, widow of the late Louis Mignot dit Labrie,
as well in her own name as in her quality of tutrix
duly appointed to her minor children, Narcisse,
Alfred and Johny Mignot dit Labrie, by deed of
tutorship duly homologated and registered ; Phi-
lippe Mignot dit Labrie, farmer ; Napoleon Mignot
dit Labrie, farmer, all three of the parish of Saint
Louis de Kamouraska ; and Donat Mignot dit Labrie,
a brother of the order of the *Frères Viateurs*, of the
town of Joliette, in the district of Joliette, are
Defendants, ordering the sale by licitation of the
following immoveable property, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Louis
de Kamouraska, of two arpents in front by about
eight arpent and a half to nine arpents in depth,
known and designated on the official plan and book
of reference of the said parish of Saint Louis de
Kamouraska, as number three hundred and thirty
(330).

The said immoveable property will be put up to
auction and adjudged to the last and highest bidder,
on the TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER next,
at TEN of the clock in the forenoon, sitting the
said superior court, at the court house, in the town
of Fraserville ; subject to the charges, clauses and
conditions contained in the list of charges deposited
in the office of the prothonotary of the said court,
fifteen days at least before the day fixed as aforesaid
for the sale and adjudication ; any opposition to
annul, to secure charges or to withdraw to be made
to the said licitation, must be filed in the office of

comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

G. LABEL,
Procureur au Demandeur.
Fraserville, 30 juin 1892. 3369 2
[Première publication, 9th juillet 1892.]

Province de Québec,
District de Trois-Rivières. }
No. 524. } *Cour Supérieure*

LICITATION.

Avis public est par le présent donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, rendu le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-douze, dans une cause dans laquelle Homer Lefebvre, cultivateur, de la paroisse de Saint-Barthélemy, dans le district de Richelieu, est Demandeur ; et Edouard Doyon, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans le district de Trois-Rivières, et Dame Sophie Vanasse, son épouse, du dit lieu de Maskinongé, et de son dit mari dûment assistée et autorisée à l'effet des présentes en leur qualité de tuteurs conjoints élus en justice à Edmond Lefebvre et Marie-Joséphine-Augusta Lefebvre, enfants mineurs issus du mariage de feu Joseph Lefebvre et de la dite Dame Sophie Vanasse ; Delle Julie Lefebvre, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe ; et Delle Hermine Lefebvre, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Barthélemy, district de Richelieu, sont Défendeurs ; ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, de deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro (109) cent cinquante-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de la Rivière-du-Loup.

2° Une autre portion de terre située au même lieu, d'un arpent et quart de front sur vingt arpents de profondeur—avec bâtisses dessus construites, connues et désignées sous le numéro (193) cent quatre-vingt-treize, des plan et livre de renvoi officiels du susdit cadastre d'enregistrement.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère publique en un seul lot, et adjugés au plus offrant et dernier enchériseur, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE du matin, dans la salle d'audience, dans le palais de justice, dans la cité de Trois-Rivières, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charges déposé au greffe de cette cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être produite au greffe de cette cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de produire les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

A. L. DESAULNIERS,
Proc. au demandeur.
Trois-Rivières, 4 juillet 1892. 3299 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

G. LABEL,
Attorney for Plaintiff.
Fraserville, 30th June, 1892. 3370
[First published, 9th July, 1892.]

Province of Quebec,
District of Three Rivers. }
No. 524. } *Superior Court.*

LICITATION.

Public notice is hereby given, that in virtue of a judgment of the superior court, rendered at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the thirtieth day of June, eighteen hundred and ninety-two, in a case wherein Homer Lefebvre, farmer, of the parish of Saint Barthelemy, in the district of Richelieu, is Plaintiff ; and Edouard Doyon, farmer, of the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the district of Three Rivers, and Dame Sophie Vanasse, his wife, of Maskinongé aforesaid, and by her said husband duly assisted and authorized for the purposes hereof, in their quality of joint tutors duly appointed to Edmond Lefebvre and Marie Josephine Augusta Lefebvre, minor children issue of the marriage of the late Joseph Lefebvre and of the said Dame Sophie Vanasse ; Miss Julie Lefebvre, spinster in the enjoyment of her rights, of the town of Saint Hyacinth, in the district of Saint Hyacinth ; Miss Hermine Lefebvre, spinster in the enjoyment of her rights, of the parish of Saint Barthelemy, district of Richelieu, are Defendants, ordering the licitation of the immovables described as follows, to wit :

1° A piece of land situate in the parish of Saint Antoine de la Riviere du Loup, of two arpents in front by twenty arpents in depth, known and designated as number one hundred and fifty-nine (159), on the official plan and book of reference to the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Riviere du Loup.

2° Another piece of land situate at the same place, of one arpent and a quarter in front by twenty arpents in depth—with the buildings thereon erected, known and designated as number one hundred and ninety-three (193), on the official plan and book of reference of the said registration cadastre.

The said immovables above described will be put up to auction in one lot, and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, in the court room, in the court house, in the city of Three Rivers, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of this court ; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw to the said licitation, must be filed in the office of this said court, at least fifteen days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment must be filed in the same place within six days next after the adjudication ; and in default of said oppositions by the interested parties, within the delays mentioned in the present notice, said interested parties will be foreclosed from filing such oppositions.

A. L. DESAULNIERS,
Plaintiff's attorney.
Three Rivers, 4th July, 1892. 3300
[First published, 9th July, 1892.]

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; et les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brel.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Arthabaska, à savoir: } **GAVIN SHANKS**, De-
No. 549. } **M a n d e u r**; contre
GEORGE H. GODDARD, Défendeur.

Superior Court—District of Saint Francis.
Arthabaska, to wit: } **GAVIN SHANKS**, Plain-
No. 549. } **tiff**; against **GEORGE**
H. GODDARD, the younger, Defendant.

Comme appartenant au dit défendeur:
1° Tout ce morceau, partie ou lot de terre sis, situé et étant dans le dit canton de Durham, dans le comté de Drummond, dans la province de Québec, contenant environ un acre et demi en superficie, formant partie du lot numéro dix, du sixième rang des lots du dit canton; borné d'un côté vers le nord-ouest par George Gunter, et de tous les autres côtés par James Alexander—avec ensemble le pouvoir d'eau sur la rivière Noire, la fabrique de laine, toutes les machineries et l'outillage de la dite fabrique, comprenant l'engin à vapeur et la bouilloire; avec ensemble tous et chacune les maisons, bâtisses et dépendances y érigées.

As belonging to the said defendant:
1° All that piece, parcel or lot of land situate, lying and being in the said township of Durham, in the county of Drummond, in the province of Quebec, containing about one and a half acre in superficies, forming part and portion of the lot number ten, in the sixth range of lots in the said township; bounded on one side towards the north west by George Gunter, and all the other sides by James Alexander—together with the water-power on the Black River, the woolen factory and all the machinery and appliances in said factory, including steam engine and boiler; and also together with all and every the houses, buildings and appurtenances thereon or thereunto belonging.

2° Tout ce morceau, partie ou lot de terre sis, situé et étant dans le dit canton de Durham, faisant partie du lot numéro 10, du sixième rang du dit canton, situé des deux côtés du grand chemin qui conduit de Ulverton à Lisgar, et borné comme suit: du côté nord-ouest par la ligne nord-ouest du lot, et de tous autres côtés par les terres de Thomas Porter et John Wadleigh, et contenant onze acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses et dépendances y érigées.

2° All that piece, parcel or lot of land situate, lying and being in the said township of Durham, forming part and portion of lot number ten, in the sixth range of the said township, situate on both sides of the highway leading from Ulverton to Lisgar, and bounded as follows: on the north west side by the north west side line of the lot, and the remaining sides by the lands of Thomas Porter and John Wadleigh, and containing eleven acres in superficies, more or less—together with the buildings and improvements thereon.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville, le **QUINZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de septembre prochain.

To be sold at the registry office for the county of Drummond, at Drummondville, on the **FIFTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **NINE** of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-third day of September.

P. L. O. MILOT,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Arthabaskaville, 28 juin 1892. 3339 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

P. L. O. MILOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 28th June, 1892. 3340
[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } **ALEXANDER MAC**
No. 54. } **ALEAY ET AL.**, Deman-
deurs; vs. **FRNCOIS EPHREM CYPRIEN**
PROULX, Défendeur.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **ALEXANDER MAC**
No. 54. } **ALEAY ET AL.**, Plaintiffs;
vs. **FRANCOIS EPHREM CYPRIEN PROULX**,
Defendant.

1° La moitié nord-est du lot numéro vingt-deux, du onzième rang du township de Tingwick, connu et désigné sous le numéro onze cent quarante-sept (No. 1147), du cadastre officiel du township de Tingwick—avec bâtisses dessus construites.

1° The north east half of the lot number twenty-two, in the eleventh range of the township of Tingwick, known and distinguished under number eleven hundred and forty-seven (No. 1147), of the official cadastre for the township of Tingwick—with the buildings thereon erected.

2° Tous les droits et prétentions du défendeur sur la moitié indivise d'une bâtisse servant de fromagerie, sise et située sur un emplacement de soixante pieds par trente pieds, situé sur le coin nord-ouest du tiers nord-est du lot numéro cinq, du onzième rang du township de Tingwick, étant une subdivision du numéro mille quatre-vingt (No. 1080), du cadastre officiel du township de Tingwick; prenant en

2° All the rights and claims of the defendant on one undivided half of a building used as a cheese-factory, lying and being on an emplacement of sixty feet by thirty feet, situate on the north west corner of the north east third part of the lot number five, in the eleventh range of the township of Tingwick, being a subdivision of number one thousand and eighty (No. 1080), of the official cadastre for the

front au nord-ouest au chemin de front des dixième et onzième rangs, au sud-ouest à la route, au nord-est et au sud-est à Rézenne Lallier, avec les droits que le défendeur a sur le dit emplacement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint Rémi de Tingwick, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

P. L. O. MILOT,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Arthabaskaville, le 6 juillet 1892. 3337 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **ALPHONSE LECLAIRE,**
Nc. 46. } Demandeur ; vs. **MICHAEL WARD,** Défendeur.

Les six dixièmes indivis du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, sous le numéro sept cent un (701) — circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

P. L. O. MILOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 14 juin 1892. 3045 3
[Première publication, 18 juin 1892.]

Ventes par le Sherif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; ces oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : } **CHARLES AUDET,** de la
No. 337. } paroisse de Saint-Anselme,
dans le comté de Dorchester, écuyer, marchand,
Demandeur ; contre **DAME MARIE GEORGIANA PLANTE,** de la paroisse de Saint-Anselme, veuve de feu l'honorable Louis Napoléon Larochelle, en son vivant du même lieu, et Anselme Hypolite Larochelle, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dit feu honorable Louis Napoléon Larochelle, Défendeurs, *ès-qualité*, savoir :

1° Le numéro deux cent dix-sept (217), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé en le rang Sainte-Anne—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Le numéro deux cent dix-sept A (217 A), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé rang Sainte-Anne—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

township of Tingwick ; bounded in front north-westerly to the front road of the tenth and eleventh ranges, south westerly to the route, north easterly and south easterly to Rezenne Lallier—with the rights which the defendant has to the said emplacement.

To be sold at the parochial church door of Saint Remi de Tingwick, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the tenth day of September next.

P. L. O. MILOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 6th July, 1892. 3338
[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **ALPHONSE LECLAIRE,**
No. 46. } Plaintiff ; vs. **MICHAEL WARD,** Defendant.

The undivided six tenths of the lot of land known and distinguished on the official cadastre, plan and book of reference for the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, under number seven hundred and one (701)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand d'Halifax, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at NINE of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of September next.

P. L. O. MILOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff
Arthabaskaville, 14th June, 1892. 3046
[First published, 18th June, 1892.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit : } **CHARLES AUDET,** of the
No. 337. } parish of Saint-Anselme,
in the county of Dorchester, esquire, merchant,
Plaintiff ; against **DAME MARIE GEORGIANA PLANTE,** of the parish of Saint Anselme, widow of the late Honorable Louis Napoléon Larochelle, in his lifetime of the same place, and Anselme Hypolite Larochelle, both in their quality of testamentary executors of the said late Honorable Louis Napoléon Larochelle, Defendants, *ès-qualité*, to wit :

1° Lot number two hundred and seventeen (217), of the official cadastre for the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Ann range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Lot No. two hundred and seventeen A (217A), of the official cadastre for the said parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a land situate in the Saint Ann range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3° Le numéro deux cent dix-sept B (217 B), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, étant un lot de terre situe rang Sainte-Anne—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

4° Le numéro deux cent dix-huit (218), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre située rang Sainte-Anne—circonstances et dépendances.

5° Le numéro deux cent vingt (220), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé rang Sainte-Anne—circonstances et dépendances.

6° Le numéro six cent huit (608), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé rang Saint-Philippe—circonstances et dépendances.

Tous les lots saisis en la présente cause, seront vendus en un seul lot ou en plusieurs lots.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anselme, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 8 juin 1892. 2963 3
[Première publication, 11 juin 1892.]

3° Lot number two hundred and seventeen B (217B), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, being a lot of land situate in the Saint Ann range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4° Lot number two hundred and eighteen (218), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Ann range—circumstances and dependencies.

5° Lot number two hundred and twenty (220), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Ann range—circumstances and dependencies.

6° Lot number six hundred and eight (608), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Philippe range—circumstances and dependencies.

All the lots seized in the present case, will be sold in one lot or in several lots.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anselme, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 8th June, 1892. 2964
[First published, 11th June, 1892.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—Dans le district de Beauharnois.
Province de Québec, } DAME MARGARET
District de Beauharnois, } GREGG, de la
No. 784. } paroisse de Saint-Jean
Chrysostôme, dans le dit district, épouse de John Toynton, et dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse; vs. JOHN TOYNTON, Défendeur.

Une terre située dans le rang double d'Edwards-town, dans la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, dit district, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, sous le numéro mille six (1006)—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue la dite terre à la charge du douaire coutumier existant en faveur de la dite demanderesse, et consistant le dit douaire en usufruit pour elle-même dans le cas de survie et en propriété pour les enfants issus de son mariage avec le dit défendeur pour la moitié du dit immeuble; le dit défendeur, lors de son mariage avec la plaignante, étant en possession et propriétaire du dit lot de terre, et la dite demanderesse, le quatorzième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-quatre, s'étant conformée aux exigences de l'article 2116 du

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—In the district of Beauharnois.
Province of Quebec, } DAME MARGARET
District of Beauharnois, } GREGG, of the
No. 784. } parish of Saint Jean Chrysostome, in the said district, wife of John Toynton, and duly authorized à ester en justice. Plaintiff; vs. JOHN TOYNTON, Defendant.

A land situate in the double range of Edwards-town, in the parish of Saint Jean Chrysostome, in the county of Châteauguay, in said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jean Chrysostome, under the number one thousand and six (1006)—with buildings thereon erected.

The said land to be sold subject to the charge of the existing customary dower in favor of the said plaintiff, the said dower consisting of the usufruct for herself in case she survives her husband and in property for the children issue of her marriage with the said defendant to the extent of the one half of the said immovable; the said defendant, at the time of his marriage with the plaintiff, being in possession and proprietor of the said lot of land, and the said plaintiff having, on the fourteenth day of September, one thousand eight hundred and eighty-

code civil du Bas-Canada en vue de la conservation de son dit douaire coutumier.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, LUNDI, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI. Bref rapportable le dix-sept octobre aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Bureau du Shérif, Beauharnois, 29 juillet 1892. 3633
[Première publication, 6 août 1892.]

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } NESIME LABERGE, Demandeur; contre
District de Beauharnois, } JEAN LOUIS BLANCHETTE, Défendeur.
No. 783.

Un emplacement dans la paroisse de Très Saint-Sacrement (village Howick), partie No. 2 de la subdivision du No. 413, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Orms-town; borné en front par le chemin public, en profondeur par la ligne de division entre les lots Nos. 7 et 8, d'un côté par le No. 1, et de l'autre côté par les lots Nos. 3, 4, 5, 6, 7 de la dite subdivision—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très Saint-Sacrement, LUNDI, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le premier septembre aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Bureau du Shérif, Beauharnois, 25 juillet 1892. 3557 2
[Première publication, 30 juillet 1892.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit. — District de Bedford.

Province de Québec, } ERNEST A. BIGELOW
District de Bedford, } ET AL., Demandeurs,
No. 2683. } contre les terres et tenements
de JAMES M. JONES, du canton de Potton, dans le district de Bedford, Défendeur.

1° Ce lot maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Potton, comté de Brôme et district de Bedford, sous le numéro cent quatre-vingt-neuf (189), contenant un quart d'acre, plus ou moins; borné au sud par le lot 181, à l'ouest par le No. 188, au nord par le chemin de la Reine, et à l'est par le No. 190—avec toutes les améliorations faites.

2° La moitié nord de la moitié ouest du lot dix-huit, dans le septième rang (arpentage primitif) des lots du canton de Potton et district de Bedford, ayant cinquante acres, plus ou moins, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi du dit canton de Potton, comme partie du lot huit cent onze (811); bornée au sud par les terres de Adel-

four, complied with the requirements of article 2116 of the civil code of Lower Canada, in view of the maintenance of her customary dower.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostome, on MONDAY, the TENTH day of OCTOBER next, at NOON. The writ returnable on the seventeenth October, also next.

PHILEMON LABERGE, Sheriff.
Sheriff's Office, Beauharnois, 29th July, 1892. 3634
[First published, 6th August, 1892.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } NESIME LABERGE, Plaintiff;
District of Beauharnois, } against JEAN LOUIS
No. 783. } BLANCHETTE, Defendant.

An emplacement in the parish of Très Saint-Sacrement (village Howick), part of No. 2 of the subdivision of No. 413, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Orms-town; bounded in front by the public road, in depth by the division line between the lots Nos. 7 and 8, on one side by the No. 1, and on the other side by the lots Nos. 3, 4, 5, 6, 7 of the subdivision—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Très Saint-Sacrement, on MONDAY, the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable on the first of September also next.

PHILEMON LABERGE, Sheriff.
Sheriff's Office, Beauharnois, 25th July, 1892. 3558
[First published, 30th July, 1892.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. District of Bedford.

Province of Quebec, } ERNEST A. BIGELOW
District of Bedford, } ET AL., Plaintiffs; against
No. 2683. } the lands and tenements of
JAMES M. JONES, of the township of Potton, in the district of Bedford, Defendant.

1° That certain lot now known on the official plan and book of reference of the township of Potton, county of Brome and district of Bedford, as number one hundred and eighty-nine (189), containing one quarter of an acre, more or less; bounded on the south by lot 181, on the west by No. 188, on the north by Queen's highway, and on the east by No. 190—with all improvements thereon.

2° The north half of the west half of lot eighteen, in the seventh range (primitive survey) of lots in the township of Potton and district of Bedford, being fifty acres, more or less, now known and designated on the official plan and book of reference of said township of Potton, as part of lot eight hundred and eleven (811); bounded on the south by

bert D. Tracy ou représentants, et à l'est par le No. 812, et au nord par les numéros 813 et 814, et à l'ouest par le numéro 715—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour le comté de Brôme, dans le village de Knowlton, dans le district de Bedford, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente unième jour d'aout prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Palais de justice, Shérif.
Sweetburg, 6 juin 1892. 2937 3
[Première publication, 11 juin 1892.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **A** MABLE CYRIEN
No. 1495. } **B** LAIS, de Chicoutimi,
marchand, Demandeur; contre GREGOIRE JEAN,
de Sainte-Anne, Défendeur.

Un lopin de terre de la contenance de dix perches de longueur sur quatre perches de largeur, mesure précise, lequel fait partie du lot de terre numéro dix, du premier rang du township de Tremblay; et se trouve borné au nord-ouest à la route Sainte-Marie, au nord-est au trait carré divisant le dit premier rang du second rang du dit township de Tremblay, et au sud-est et au sud-ouest au vendeur—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne, à DIX heures de l'avant-midi, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain. Le dit bref rapportable le vingtième jour d'octobre prochain.

THOMAS BOSSE,

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Chicoutimi, 30 juillet 1892. 3641
[Première publication, 6 août 1892.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les

lands of Adelbert D. Tracy or representatives, and on the east by No. 812, and on the north by numbers 813 and 814, and on the west by number 715—with all improvements thereon.

To be sold at the registry office for the county of Brome, at the village of Knowlton, in the district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Court house, Sheriff.
Sweetburg, 6th June, 1892. 2938
[First published, 11th June, 1892.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **A** MABLE CYRIEN
No. 1495. } **B** LAIS, of Chicoutimi,
merchant, Plaintiff; against GREGOIRE JEAN,
of Sainte Anne, Defendant.

A parcel of land containing ten perches in depth by four perches in width, exact measurement, which forms part of the lot of land number ten, of the first range of the township of Tremblay; and is bounded to the north west by the route Sainte Marie, to the north east by the line dividing the first range from the second range of the said township of Tremblay, and to the south east and south west by the vendor—with buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of October next.

THOMAS BOSSE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, 30th July, 1892. 3642
[First published, 6th August, 1892.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; opp-

quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, à savoir : No. 646. } **LÉONARD WALLACE JOHNSTON**, de Fredericton, dans la province du Nouveau-Brunswick, faisant affaires à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, sous les nom et raison de Johnston & Co., Demandeur ; contre les biens et effets, terres et tenements de **JOSEPH PATRICK CLEARY**, de Maria, dans les susdits comté et district, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Maria (partie est), connu comme faisant partie du lot No. 12, dans le premier rang des lots du dit canton, consistant en soixante et dix acres en superficie, ayant un front de trois acres, plus ou moins ; borné d'un côté vers le sud par les représentants de feu Michael O'Neil, de l'autre côté vers le nord par les terres réclamées par Alexander Willett, en arrière par les terres du deuxième rang, et en front par une branche de la rivière Grand Cacapédia, connue comme branche nord-ouest—circonstances et dépendances, sans bâtisses.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la deuxième division du comté de Bonaventure, à Saint-Joseph de Carleton, LUNDI, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'octobre prochain 1892.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New Carlisle, 1er août 1892. 3657
[Première publication, 6 août 1892.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sent par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **JEMERY ROY**, Deman-
No. 33. } deur ; contre les terres
et tenements de **JEAN-BAPTISTE LEFEBVRE**,
Défendeur, savoir :

Une terre située dans la paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district d'Iberville, dans le rang appelé "le Grand Rang de la Pigeonnière" ; bornée en front par le chemin public, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, sous le numéro quarante-neuf (No. 49)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit

sitions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, à savoir : No. 646. } **LÉONARD WALLACE JOHNSTON**, of Fredericton, in the province of New Brunswick, doing business at New Carlisle, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, under the name and style of Johnston & Co., Plaintiff ; against the goods and chattels and the lands and tenements of **JOSEPH PATRICK CLEARY**, of Maria, in the county and district aforesaid, Defendant.

A piece of land situate in the township of Maria (east part), and known as forming a portion of lot No. 12, in the first range of lots in said township, consisting of seventy acres, more or less, in superficies, on a front of three acres, more or less ; bounded on one side towards the south by the representatives of the late Michael O'Neil, on the other side towards the north by lands claimed by Alexander Willett, in rear by lands of the second range, and in front by a branch of the Grand Cacapédia river, known as the north west branch—circumstances and dependencies, without buildings.

To be sold at the registry office of the second registration division of the county of Bonaventure, at Saint Joseph de Carleton, on MONDAY, the TENTH day of OCTOBER next, ensuing at the hour of FOUR in the afternoon. Said writ returnable on the fifteenth day of October ensuing (1892).

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New Carlisle, 1st August, 1892. 3658
[First published, 6th August, 1892.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respectifs times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS

Superior Court.—District d'Iberville.

Saint-John's, to wit : } **JEMERY ROY**, Plaintiff ;
No. 33. } against the lands and
tenements of **JEAN-BAPTISTE LEFEBVRE**,
Defendant, to wit :

A farm situate in the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, in the range call "Le Grand Rang de la Pigeonnière" ; bounded in front by the public road, and known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel Archange, under the number forty-nine (No. 49)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Michel Archange, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the fore-

bref rapportable le vingt-troisième jour d'août prochain.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 8 juin 1892.
[Première publication, 11 juin 1892.]

CHS. NOLIN,
Shérif.
2961 3

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné à tant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } **B**ENJAMIN LEMIRE dit
No. 2318. } **M**MARSOLAIS, de la ville
de Joliette, demandeur; contre JOSEPH GAREAU,
cultivateur, de la paroisse de Saint-Charles Borromée, Défendeur.

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Charles Borromée, connue et désignée sous le numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse—avec une grange dessus construite.

2° Une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Charles Borromée, connue et désignée sous le numéro deux (2), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse.

3° Une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Charles Borromée, connue et désignée sous le numéro cinq (5), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse—avec une maison, grange et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de septembre prochain.

A. M. RIVARD,
Shérif.
3281 2

Bureau du Shérif,
Joliette, 4 juillet 1892.
[Première publication, 9 juillet 1892.]

Ventes par le Sheriff—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant le quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

noon. Said writ returnable on the twenty-third day of August next.

Sheriff's Office,
Saint John's, 8th June, 1892.
[First published, 11th June 1892.]

CHS. NOLIN,
Sheriff.
2962

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } **B**ENJAMIN LEMIRE dit
No. 2318. } **M**MARSOLAIS, of the town
of Joliette, Plaintiff; against JOSEPH GAREAU,
farmer, of the parish of Saint Charles Borromée, Defendant.

1° A land situate and being in the parish of Saint Charles Borromée, known and designated as number six (6), of the official plan and book of reference to the cadastre of the said parish—with a barn thereon erected.

2° A land situate and being in the said parish of Saint Charles Borromée, known and designated as number two (2), of the official plan and book of reference to the cadastre of the said parish.

3° A land situate and being in the said parish of Saint Charles Borromée, known and designated as number five (5), of the official plan and book of reference to the cadastre of the said parish—with a house, barn and outbuildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of September next.

A. M. RIVARD,
Sheriff.
3282

Sheriff's Office,
Joliette, 4th July, 1892
[First published, 9th July, 1892.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME CLAIRE BIL-**
No. 1515. } **LETTE**, de la cité et
du district de Montréal, veuve de feu Raphaël Bour-
deau, en son vivant cultivateur, du même lieu,
Demanderesse ; contre les terres et tenements de
DAME POMELA FYFE, de la paroisse de Saint-
Isidore, district de Montréal, se trouvant actuelle-
ment en la cité de Montréal, veuve de feu Joseph
Bourdeau, en son vivant cultivateur, du même lieu,
tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à
son enfant mineure, Clarendia, issue de son mariage
avec le dit feu Joseph Bourdeau, Défenderesse ; et
la dite dame Pomela Fyfe, de la cité et du district
de Montréal, épouse séparée quant aux biens de
Ferdinand Riendeau, contre-maître, du même lieu,
et ce dernier en autant que besoin pour autoriser
son épouse à l'effet des présentes ; et les dits Fer-
dinand Riendeau et Pomela Fyfe, en leur qualité de
tuteur conjoint à la dite enfant mineure, Clarendia,
issue du mariage de la dite Dame Pomela Fyfe avec
le dit feu Joseph Bourdeau, Défenderesse en reprise
d'instance.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-
Isidore, de la contenance de quatre arpents de lar-
geur sur vingt arpents de profondeur ; bornée en
front par la rivière Saint-Régis, du côté sud-ouest
par veuve Raphaël Bourdeau, du côté nord-est
par Jacques Poupert, et derrière par le chemin
Saint-Simon. Laquelle terre portant les numéros
deux cent cinquante-quatre et deux cent cinquante-
cinq (254 et 255), des plan et livre de renvoi officiels
de la dite paroisse de Saint-Isidore, pour les fins
d'enregistrement—avec maison, grange et autres
bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Isidore, le HUITIEME
jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de
l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-
huitième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 août 1892. Shérif. 3703
[Première publication, 6 août 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 791. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, corps politique et incorporé, ayant sa prin-
cipale place d'affaires dans la cité et district de
Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tene-
ments de **PIERRE McLEOD**, de la ville de la Côte
Saint-Louis, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre formant partie du lot numéro
deux cent vingt-deux, de la subdivision du lot officiel
numéro cent soixante et deux (No. 222 du No. 162),
des plan et livre de renvoi officiels pour le village
incorporé de la Côte Saint-Louis, maintenant la
ville de la Côte Saint-Louis, dans le district de
Montréal, le dit morceau de terre étant de forme
triangulaire ; borné en front par la rue Carrière,
d'un côté par le lot de subdivision numéro deux
cent vingt et un, du dit lot officiel numéro cent
soixante et deux, sur lequel côté il mesure cinquante-
six pieds et un pouce et demi, de l'autre côté par le
résidu du dit lot de subdivision numéro deux cent
vingt-deux, sur lequel côté il mesure quarante-deux
pieds et quatre pouces, le tout mesure anglaise—
avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Mont-
réal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le
trentième jour d'août prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 juin 1892. Shérif. 2993 3
[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME CLAIRE BILLETTE.**
No. 1515. } of the city and district of
Montreal, widow of the late Raphael Bourdeau, in
his lifetime farmer, of the same place, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **DAME POMEL-**
LA FYFE, of the parish of Saint Isidore, district
of Montreal, and being now in the city of Montreal,
widow of the late Joseph Bourdeau, in his lifetime
farmer, of the same place, as well personally as in
her quality of tutrix to her minor child, Clarendia,
issue of her marriage with the said late Joseph
Bourdeau, Defendant ; and the said Dame Pomela
Fyfe, of the city and district of Montreal, wife
separated as to property from Ferdinand Riendeau,
foreman, of the same place, and the latter in so far
as required to authorize his wife for the purpose of
these presents ; and the said Ferdinand Riendeau
and Pomela Fyfe, in their quality of joint tutors to
the said minor child, Clarendia, issue of the marriage
of the said Dame Pomela Fyfe with the said late
Joseph Bourdeau, Defendant *en reprise d'instance.*

A land situate and being in the parish of Saint
Isidore, containing four arpents in width by twenty
arpents in depth ; bounded in front by the river
Saint Régis, on the south west side by widow Ra-
phael Bourdeau, on the north east side by Jacques
Poupert, and in rear by the Saint Simon road. Such
land numbered two hundred and fifty-four and two
hundred and fifty-five (254 and 255), on the official
plan and book of reference of the said parish of
Saint Isidore, for registration purposes—with house,
barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint Isidore, on the EIGHTH day of
OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the fore-
noon. The said writ returnable on the twenty-
eighth day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 3rd August, 1892. Sheriff. 3704
[First published, 6th August, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 791. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, a body politic and corporate, having its prin-
cipal place of business in the city and district of
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tene-
ments of **PIERRE McLEOD**, of the town of Côte
Saint Louis, in the district of Montreal, Defendant.

A piece of land forming part of lot number two
hundred and twenty-two, of the subdivision of lot
official number one hundred and sixty-two (No. 222
of No. 162), on the official plan and book of refer-
ence for the incorporated village of La Côte Saint
Louis, now in the town of Côte Saint Louis, in the
district of Montreal, the said piece of land being of
a triangular figure ; bounded in front by Carrière
street, on one side by subdivision lot number two
hundred and twenty-one, of said official lot number
one hundred and sixty-two, on which side it measures
fifty-six feet and one and one half inch, on the
other side by the remainder of said subdivision lot
number two hundred and twenty-two, on which side
it measures forty-two feet four inches, the whole
english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN
of the clock in the forenoon. The said writ return-
able on the thirtieth day of August next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 9th June, 1892. Sheriff. 2994
[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit, pour le district de Montreal.

Montréal, à savoir : } **HYPOLITE DESMAIS**,
No. 946. } **HYPOLITE DESMAIS**, cultivateur, de la
paroisse de Verchères, dit district, Demandeur ;
contre les terres et tenements de **HERMAS**
SAVARIA, de la paroisse de Varennes, dans le
district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans
le village de Varennes, connu et désigné sous le
numéro soixante et dix (No. 70), des plan et livre
de renvoi officiels de la municipalité du village de
Varennes ; borné en front par le chemin public—
avec deux maisons en bois et autres bâtisses sus-
citées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Varennes, le **DIXIEME** jour de
SEPTEMBRE prochain, à **ONZE** heures de l'avant-
midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième
jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 6 juillet 1892. Shérif, 3329 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **TOUSSAINT CIRCÉ**, char-
No. 1332. } **TOUSSAINT CIRCÉ**, retier, des cité et district
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements
de **ALFRED TRUTEAU**, hôtelier, des cité
et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Mont-
réal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi
officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de
Montréal, sous le numéro six cent quarante et un A
(641 A) ; borné en front par la rue Lagachetière—
avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le **DIXIEME** jour de **SEPTEMBRE**
prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref
rapportable le vingtième jour de septembre pro-
chain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 6 juillet 1892. Shérif, 3331 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH MONTPPELLIER**,
No. 960. } **JOSEPH MONTPPELLIER**, journalier, du village d'Al-
fred, dans le comté de Prescott, dans la province
d'Ontario, Demandeur ; contre les terres et tenements
de **DIEUDONNE BRULE**, banquier, du
village de Vaudreuil, dans le district de Montréal,
Défendeur.

1° Un terrain situé en partie dans le village de
Saint-Michel de Vaudreuil, et en partie dans la pa-
roisse de Saint-Michel de Vaudreuil, formé des lots
de terre connus et désignés, 1° sur le plan et dans
le livre de renvoi officiels du dit village de Saint-
Michel de Vaudreuil, sous les numéros deux cent
trois et deux cent quatre (Nos. 203 et 204), conte-
nant le dit lot numéro deux cent trois, vingt-cinq
perches et cent quatre-vingts pieds en superficie ;
2° sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de
la dite paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, sous les
numéros mille sept cent soixante et quatre (No.
1764) et mille sept cent soixante et cinq (No. 1765),
contenant le dit lot (1764), trente perches en super-
ficie, et le No. 1765, cinquante perches en superficie
—avec les maisons et autres bâtisses y érigées ;
borné en front par le chemin du Boisvert.

2° Un lot de terre situé du côté nord du ruisseau
Saint-Hyacinthe, dans la paroisse de Saint-Clet,
dans le comté de Soulanges, contenant environ
soixante arpents en superficie, connu et désigné sur
les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Saint-Clet, sous le numéro cent quatre-vingt-quatre

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit : } **HYPOLITE DESMARAI**s,
No. 946. } **HYPOLITE DESMARAI**s, farmer, of the parish of
Vercheres, said district, Plaintiff ; against the lands
and tenements of **HERMAS SAVARIA**, of the
parish of Varennes, in the district of Montreal,
Defendant.

A lot of land situate and being in the village
of Varennes, known and designated as number
seventy (70), on the official plan and book of refer-
ence of the municipality of the village of Varennes ;
bounded in front by the main road—with two wooden
houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Varennes, on the **TENTH** day of **SEP-**
TEMBER next, at **ELEVEN** o'clock in the fore-
noon. The said writ returnable on the twenty-sixth
day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 6th July, 1892. Sheriff, 3330
[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **TOUSSAINT CIRCÉ**, carter,
No. 1332. } **TOUSSAINT CIRCÉ**, of the city and district of
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements
of **ALFRED TRUTEAU**, hotel-keeper, of the city
and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of
Montreal, and known and described on the official
plan and in the book of reference of Saint Lawrence
ward, of said city of Montreal, as number six hun-
dred and forty-one A (641 A) ; bounded in front by
Lagachetière street—with the buildings thereon
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the **TENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN**
of the clock in the forenoon. The said writ return-
able on the twentieth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 6th July, 1892. Sheriff, 3332
[First published, 9th July, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOSEPH MONTPPELLIER**,
No. 960. } **JOSEPH MONTPPELLIER**, laborer, of the village of
Alfred, in the county of Prescott, in the province of
Ontario, Plaintiff ; against the lands and tenements
of **DIEUDONNE BRULE**, banker, of the village of
Vaudreuil, in the district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situated partly in the village of
Saint-Michel de Vaudreuil, and partly in the parish of
Saint Michel de Vaudreuil, comprising the lots of land
known and designated, 1° on the official plan and in
the official book of reference of the said village of
Saint Michel de Vaudreuil, as numbers two hundred
and three and two hundred and four (Nos. 203 and
204), said lot number two hundred and three con-
taining twenty-five perches and one hundred and
eighty feet in superficial extent ; 2° on the official
plan and in the official book of reference of said
parish of Saint Michel de Vaudreuil, as numbers one
thousand seven hundred and sixty-four (No. 1764)
and one thousand seven hundred and sixty-five (No.
1765), said lot number (1764), containing thirty
perches in superficial extent, and lot number (1765),
containing fifty perches in superficial extent—with
the houses and outbuildings thereon erected ;
bounded in front by the Boisvert road.

2° A lot of land situate on the north side of the
Ruisseau Saint Hyacinth, in the parish of Saint
Clet, in the county of Soulanges, containing about
sixty arpents, known and designated on the official
plan and in the book of reference of the parish of
Saint Clet, as number one hundred and eighty-four

(No. 184) ; borné en front par le ruisseau de Saint-Hyacinthe.

3° Une terre aise et située au côté sud de la concession Saint-Henri, dans la paroisse de Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, sous le numéro quatre cent soixante-deux (462) ; bornée au nord-est par un chemin public, au sud-ouest par le numéro trois cent trente-trois (333), au nord-ouest par le numéro quatre cent soixante et un (461), au sud-est par le numéro quatre cent soixante-trois (463), mesurant en front trois arpent sur vingt arpents, cinq perches en profondeur, contenant en superficie soixante et un arpents et cinquante perches, plus ou moins.

4° Une autre terre sise et située au même lieu, dans la dite paroisse de Sainte-Marthe, connue et désignée sur les plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, sous le numéro quatre cent soixante-trois (463) ; bornée au nord-est par le chemin public, au sud-ouest par les numéros trois cent trente et un et trois cent trente-deux (331, 332), au nord-ouest par le numéro quatre cent soixante-deux (462), au sud-est par le numéro quatre cent soixante-quatre (464), mesurant en front trois arpents, cinq pieds sur vingt arpents, cinq perches en profondeur, plus ou moins, contenant en superficie 62 arpents, 6 perches.

5° Une autre terre située au nord de la Côte Saint-Henri, dans la dite paroisse de Sainte-Marthe, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, sous le numéro quatre cent soixante et quinze (475) ; bornée au sud-ouest par un chemin public, au nord-est par la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Marthe et la paroisse Sainte-Magdeleine de Rigaud, au sud-est par le numéro quatre cent soixante-quatorze (No. 474), au nord-ouest par un chemin de route ou montée de Saint-Henri-Nord, mesurant en front trois arpents, cinq pieds sur vingt arpents, deux perches en profondeur, contenant en superficie soixante et un arpents, seize perches, plus ou moins — avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme suit : paragraphe numéro un (1), à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel de Vaudreuil, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et le paragraphe numéro deux (2), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clet, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et les paragraphes trois, quatre et cinq (3, 4 et 5), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 juillet 1892. 3327 2

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE TRUST AND LOAN
No. 2019. } COMPANY OF CANADA,
DA, corps politique et dament incorporé, ayant son principal bureau d'affaires pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule A, annexée au dit bref ; comme appartenant à DAME DELPHINE CHOQUETTE, veuve de feu l'honorable Sévère Rivard, en son vivant de la cité de Montréal, conseiller législatif ; Dame Sophie Thivierge, veuve de feu Michel Laurent, en son vivant de Montréal susdit, architecte, tant comme ayant été commune en biens avec son conjoint que comme exécutrice testamentaire, usufructière et administratrice en vertu du testament de ce dernier ; et Alphonse David, avocat, en sa qualité

(No. 184) ; bounded in front by le Ruisseau de Saint Hyacinth.

3° A land situate and being in the south side of the Saint Henri concession, in the parish of Sainte Marthe, in the county of Vaudreuil, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Marthe, as number four hundred and sixty-two (462) ; bounded on the north east by a public road, on the south west by number three hundred and thirty-three (333), on the north west by number four hundred and sixty-one (461), on the south east by number four hundred and sixty three (463), measuring in front three arpents by twenty arpents and five perches in depth, containing in superficies sixty-one arpents and fifty perches, more or less.

4° Another land situate and being at the same place, in the said parish of Sainte Marthe, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Marthe, as number four hundred and sixty-three (463) ; bounded on the north east by the public road, on the south west by number three hundred and thirty-one and by number three hundred and thirty-two (331, 332), on the north west by number four hundred and sixty-two (462), on the south east by number four hundred sixty-four (464), measuring in front three arpents and five feet by twenty arpents and five perches in depth, more or less, containing in superficial extent 62 arpents, 6 perches.

5° Another land situate to the north of La Côte Saint Henri, in the said parish of Sainte Marthe, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Sainte Marthe, as number four hundred and seventy-five (475) ; bounded on the south west by a public road, on the north east by the boundary line between the parish of Sainte Marthe and the parish of Sainte Magdeleine de Rigaud, on the south east by number four hundred and seventy-four (474), on the north west by a by-road or montée from Saint Henri North, measuring in front three arpents and five feet by twenty arpents, two perches in depth, containing in superficies sixty-one arpents, sixteen perches, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : paragraph number one (1), at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; and paragraph number two (2), at the parochial church door of the parish of Saint-Clet, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; and paragraphs numbers three, four and five (3, 4 and 5), at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th July, 1892. 3328

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TRUST AND LOAN
No. 2019. } COMPANY OF CANADA,
a body politic and duly incorporated, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the said writ ; as belonging to DAME DELPHINE CHOQUETTE, widow of the late Honorable Severe Rivard, in his lifetime of the city of Montreal, legislative councillor ; Dame Sophie Thivierge, widow of the late Michel Laurent, in his lifetime of Montreal aforesaid, architect, as well as having been common as to property with her said husband as in her quality of testamentary usufructuary, executrix and administratrix under the last will and testament of

d'exécuteur testamentaire de feu Ferdinand David, son père, tous de la cité et du district de Montréal, et maintenant entre les mains de George H. Kernick, député-protonotaire, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé au délaissement fait par les dits défendeurs es-qualité.

Quatre lots de terre sis et situés dans la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste d'icelle, connus et désignés comme lots Nos 1095, 1096, 1097 et 1098, mille quatre vingt-quinze, mille quatre vingt-seize, mille quatre vingt dix-sept et mille quatre vingt dix-huit, de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné comme lot No. quinze, des plan et livre de renvoi du village de Saint-Jean-Baptiste; bornés en front par l'Avenue Laval—avec les bâtisses sus-érigées, avec l'usage pour toujours, en commun avec toutes les autres personnes y ayant droit d'une ruelle de quinze pieds de largeur, mesure anglaise, en arrière des dits lots, pour communiquer de la rue Marie Anne à la ruelle portant le numéro mille cent quinze (1115), de la dite subdivision officielle du dit lot officiel numéro quinze (15).

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 6 juillet 1892. 3333 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC; }
No. 2701. } Contre ANASTHASIE }
GENEST, épouse de Joseph Genest et de son dit époux, dûment séparée quant aux biens, et le dit Joseph Genest mis en cause pour assister sa dite épouse, et Joseph Marie Octave Genest, cordonnier, tous des cité et district de Québec, à savoir:

Le lot No. 3295, du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Richelieu—avec bâtisses; sujet à une rente foncière et constituée de \$3.33, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le treizième jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON, Sheriff.
Bureau du Shérif, Québec, 4 août 1892. 3669
[Première publication, 6 août 1892.]

the latter; and Alphonse David, advocate, in his quality of testamentary executor to the late Ferdinand David, his father, all of the city and district of Montreal, and now in the hands of George H. Kernick, deputy protonotary, of the city of Montreal, in his quality of curator duly appointed to the surrender made by the said defendants in their said qualities.

Four lots of land being and situate in the city of Montreal, in the Saint Jean Baptist ward thereof, known and designated as lots Nos. 1095, 1096, 1097 and 1098, one thousand and ninety-five, one thousand ninety-six, one thousand ninety-seven and one thousand ninety-eight, of the official subdivision of the lot of land known and designated as lot number fifteen, on the plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste; bounded in front by Laval Avenue—with the buildings thereon erected; with the use for ever in common with all others having the right of a lane of fifteen feet, english measure, in width, in rear of said lots, to communicate from Marie Anne street to the lane bearing the number one thousand one hundred and fifteen (1115), of the said official subdivision of the said official lot number fifteen (15).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 6th July, 1892. 3334
[First published, 9th July, 1892.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale: oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC; }
No. 2701. } against ANASTHASIE }
GENEST, wife of Joseph Genest, and from her said husband, separated as to property, and the said Joseph Genest, a party hereunto to assist his said wife, and Joseph Marie Octave Genest, shoemaker, all of the city and district of Quebec, to wit:

Lot No. 3295, of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on Richelieu street—with buildings; subject to a constituted rent of \$3.33, payable to the Hotel Dieu of Québec, on the 29th of June of every year.

To be sold in my office, in the city of Québec, on the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirteenth day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON, Sheriff.
Sheriff's Office, Québec, 4th August, 1892. 3670
[First published, 6th August, 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC ;
 No. 2544. } contre ANN O'CONNELL
 ET MARY O'CONNELL, toutes deux des cité et
 district de Québec, filles majeures, conjointement
 et solidairement, à savoir :

Une partie du lot de terrain désigné par le No. 2373, du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, la dite partie contenant soixante et deux pieds de front sur la rue Champlain ; bornée en arrière à la cime du cap, à l'est par les représentants d'Alexandre McFall, à l'ouest par l'hon. J. Hearn ou ses représentants—avec bâtisses.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-septième jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 4 août 1892.Shérif.
3679

[Première publication, 6 août 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC ;
 No. 2577. } contre MARY HANNAH,
 des cité et district de Québec, veuve de George
 Beach, à savoir :

Le lot No. 4416, du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Lachevrotière—avec bâtisses. Sujet à une rente foncière de \$12.83, payable à Louis Robitaille, le premier jour de mai de chaque année.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-septième jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 4 août 1892.Shérif.
3677

[Première publication, 6 août 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**OSEPHINE BLONDEAU,
 No. 2099. } de Saint-Félix du Cap-Rouge,
 épouse séparée de biens de Michel Hamel, du même
 lieu, et faisant commerce de boulangerie dans la
 dite paroisse, sous la raison sociale de "M. J.
 Hamel," et le dit Michel Hamel mis en cause pour
 assister et autoriser sa dite épouse ; vs. SUZANNE
 HACKETT, de la paroisse de Saint-Romuald,
 veuve de William John French, à savoir :

Le No. 296, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant un lot de terre situé sur le chemin du Cap-Rouge—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte Foye, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de novembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 4 août 1892.Shérif.
3675

[Première publication, 6 août 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**OSEPH GOULET,
 No. 824. } **E**DOUARD GOULET ET
JEAN GOULET, tous trois de la ville de Lévis,
 commerçants, et associés comme tels, au dit lieu,
 sous les noms et raison de "Goulet & Frères" ;
 contre CHARLES GUAY, ci devant de la paroisse
 de Notre-Dame de la Victoire, dans le comté de
 Lévis, maintenant de lieux inconnus, à savoir :

1° Les Nos 158 et 159, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, étant une terre située au troisième rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; les dits numéros 158 et 159, vendus dans un seul et même lot.

2° Le No. 152, du cadastre officiel de la paroisse

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
 No. 2544. } against ANN O'CONNELL
 AND MARY O'CONNELL, both of the city and dis-
 trict of Quebec, spinsters, jointly and severally, to
 wit :

A part of the lot of land designated by the No. 2373, on the official cadastre of Champlain ward, in the city of Quebec, the said part containing sixty-two feet in front on Champlain street ; bounded in rear by the top of the cape, to the east by the representatives of Alexander McFall, to the west by the Hon. J. Hearn or his representatives—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,
Québec, 4th August, 1892.Sheriff.
3680

[First published, 6th August, 1892.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
 No. 2577 } against MARY HANNAH,
 of the city and district of Quebec, widow of George
 Beach, to wit :

The lot No. 4416, of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Lachevrotière street—with buildings. Subject to a ground rent of \$12.83, payable to Louis Robitaille, on the first day of May, in each year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,
Québec, 4th August, 1892.Sheriff.
3678

[First published, 6th August, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J**OSEPHINE BLONDEAU, of
 No. 2099. } Saint Felix du Cap Rouge,
 wife separated as to property of Michel Hamel, of
 the same place, and doing business as baker, in the
 said parish, under the name and style of "M. J.
 Hamel," and the said Michel Hamel mis en cause
 to assist and authorize his said wife ; vs. SUZANNE
 HACKETT, of the parish of Saint Romuald, widow
 of William John French, to wit :

The No. 296, of the official cadastre of the parish of Sainte Foye, county of Quebec, being a lot of land situate on the Cap Rouge road—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Foye, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of November next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,
Québec, 4th August, 1892.Sheriff.
3676

[First published, 6th August, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J**OSEPH GOULET, EDOUARD
 No. 824. } **G**OULET AND JEAN GOU-
LET, all three of the town of Lévis, traders, and in
 partnership as such, at the said place, under the
 name and style of "Goulet et frères" ; against
 CHARLES GUAY, heretofore of the parish of
 Notre Dame de la Victoire, in the county of Lévis,
 now of parts unknown, to wit :

1° The Nos. 158 and 159, of the official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire, being a land situate in the third range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; the said numbers 158 and 159, to be sold in one and the same lot.

2° The No. 152, of the official cadastre of the

de Notre-Dame de la Victoire, étant une terre située au troisième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 août 1892. 3673

[Première publication, 6 août 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH MARCEAU, de la
No. 210. } paroisse de Saint-Bernard,
comté de Dorchester, menuisier ; contre EDWARD
SHIELDS, de la paroisse de Saint-Narcisse, dans le
comté de Lotbinière, cultivateur, à savoir :

Le numéro 171, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse de Beaurivage, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé du côté ouest du chemin de la concession Saint-Thomas—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le 7 novembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 août 1892. 3671

[Première publication, 6 août 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } THOMAS LANGLOIS ET
No. 716. } AUTRES, de la cité de To-
ronto ; contre DAME MARY ANN PRICE, de la
cité d'Hamilton, dans Ontario, épouse de Sidney
Simmons, et le dit Sidney Simmons, mis en cause,
pour assister sa dite épouse et autres, à savoir :

1° Le No. 510, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située en la deuxième concession nord-est de la seigneurie de Bourg Louis—circonstances et dépendances.

2° Le No. 479, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située en la troisième concession nord-est de la seigneurie de Bourg Louis—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 11 juin 1892. 2979 3

[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où LA COM-
No. 2510. } PAGNIE DE QUINCAIL-
LERIE CHINIC, en commandite, corps politique et
incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la
cité de Québec, est Demanderesse ; contre GEORGE
DEMERS, du lieu appelé Saint-Henri Station, dans
le comté de Lévis, est Défendeur, et Joseph Sou-
lard, de la cité de Québec, est curateur au délaisse-
ment ; la dite Compagnie de Quincaillerie Chinic,
en commandite, demanderesse ; contre le dit George
Demers, Défendeur, à savoir :

Partie du lot No. 380, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, étant le quart sud-ouest d'un lot de terre d'un arpent de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, situé dans la quatrième concession du fief Beauchamp ; bornée au nord et au sud par la propriété de la seigneurie Moreau, d'un côté au nord-est par Barthélemi Bourget, et au sud ouest par Augustin Bourget.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, le DOUZIEME

parish of Notre Dame de la Victoire, being a land situate in the third range—circumstances et dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 4th August, 1892. 3674

[First published, 6th August, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JOSEPH MARCEAU, of the
No. 210. } parish of Saint Bernard,
county of Dorchester, joiner ; against EDWARD
SHIELDS, of the parish of Saint Narcisse, in the
county of Lotbinière, farmer, to wit :

The number 171, of the official cadastre of the parish of Saint Narcisse de Beaurivage, county of Lotbinière, being a lot of land situate on the west side of the Saint Thomas concession road—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the 7th November next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 4th August, 1892. 3672

[First published, 6th August, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THOMAS LANGLOIS AND
No. 716. } OTHERS, of the city of To-
ronto ; against DAME MARY ANN PRICE, of the
city of Hamilton, in Ontario, wife of Sidney
Simmons, and the said Sidney Simmons, a party
hereunto to assist his said wife and others, to wit :

1° Lot No. 510, of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a lot situate in the second concession north east of the seigniorie of Bourg Louis—circumstances and dependencies.

2° Lot No. 479, of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a lot situate in the third concession north-east of the seigniorie of Bourg Louis—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, on the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 11th June, 1892. 2980

[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } IN a case wherein THE CHI-
No. 2510. } NIC HARDWARE COM-
PANY, Limited, a body politic and corporate, hav-
ing its chief place of business in the city of Que-
bec, are Plaintiffs ; against GEORGE DEMERS, of
the place called Saint Henri Station, in the county
of Lévis, is Defendant, and Joseph Soulard, of the
city of Québec, is curator au délaissement ; The said
Chinic Hardware Company, Limited, Plaintiffs ;
against the said George Demers, Defendant, to wit :

Part of lot No. 380, of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Lévis, being the south west quarter of a lot of land of one arpent in front by twenty-five arpents, more or less, in depth, situate on the fourth concession of the fief Beauchamp ; bounded to the north and south by the property of the seigniorie Moreau, on the one side to the north east by Barthélemi Bourget, and to the south west by Augustin Bourget.

To be sold at the parochial church door of Saint Joseph de Lévis, on the TWELFTH day of

jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 9 juin 1892. 2981 3
[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **U**LDERIC DESROCHES,
No. 178. } huissier, en sa qualité de
curateur dûment nommé en justice à Demoiselle
Marie Louise Octavie Plamondon, interdite, Demoiselles
Georgiana Plamondon et Emma Plamondon, filles
majeures, tous de la cité de Québec ; contre
THOMAS HERMENEGLDE HAMEL, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No. 4359, du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Scott—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 7 juillet 1892. 3359 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L'**HONORABLE NICO-
No. 582. } DEME AUDET, de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, membre du Conseil législatif de la province de Québec, et marchand ; contre CAMILLE VERMETTE, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Dorchester, cultivateur, à savoir :

Le lot No. 530, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, étant une terre située concession Jean Guérin, nord-est—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 7 juillet 1892. 3357 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés on été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.
Sorel, à savoir : } **P**AUL POIRIER, Demandeur ;
No. 2408 B. } contre LOUIS MARTIN, Défendeur.

1° La coupe de tout le bois à prendre sur une terre appartenant à Pierre Péloquin, fils de Laurent, située en la paroisse de Sainte-Victoire, sur le côté nord du rang Bellevue, connue au cadastre officiel

AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 9th June, 1892. 2982
[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **U**LDERIC DESROCHES,
No. 178. } bailiff, in his quality of curator duly appointed to Marie Louise Octavie Plamondon, an interdict, Georgiana Plamondon and Emma Plamondon, spinsters, both of the city of Québec ; against THOMAS HERMENEGLDE HAMEL, of the city of Québec, to wit :

The lot No. 4359, of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on Scott street—with buildings.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 7th July, 1892. 3360
[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **T**HE HONORABLE NICO-
No. 582. } DEME AUDET, of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, a member of the Legislative Council of the province of Québec, merchant ; against CAMILLE VERMETTE, of the parish of Saint Isidore, in the county of Dorchester, farmer, to wit :

Lot No. 530, of the official cadastre of the parish of Saint Henri, county of Levis, being a land situate in the Jean Guerin concession, north east—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Henri, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 7th July, 1892. 3358
[First published, 9th July, 1892.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.
Sorel, to wit : } **P**AUL POIRIER, Plaintiff ;
No. 2408 B. } against LOUIS MARTIN, Défendant.

1° The cutting of all the timber on a land belonging to Pierre Péloquin, son of Laurent, situate in the parish of Sainte Victoire, on the north side of the Bellevue range, known on the official cadastre

de la dite paroisse de Sainte-Victoire, sous le numéro cinq cent soixante-neuf (No. 569) ; la dite coupe de bois à prendre sur la dite terre sur une étendue d'environ trois arpents de front sur six arpents de profondeur.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Robert, sur le rang nommé la Réserve Sainte-Sophie, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Robert, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (No. 484), de quatre arpents, sept perches et neuf pieds de front sur quatorze ou quinze arpents de profondeur—avec les bâtisses dessus érigées. A distraire de la dite terre un morceau de terre d'un demi-arpent de front sur un arpent de profondeur, appartenant à Louis Millette.

3° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Aimé, sur le rang nommé la Réserve Sainte-Sophie, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Aimé, sous le numéro cinquante-neuf (No. 59), de trois arpents de front sur neuf arpents et six perches de profondeur—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus comme suit, savoir : le lot en premier lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Victoire, le SEPTIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; celui en deuxième lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Robert, le MÊME JOUR, à UNE heure de l'après-midi ; et celui en troisième lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le MÊME JOUR, à QUATRE heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour du mois d'octobre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 3 août 1892. 3695

[Première publication, 6 août 1892.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Rimouski.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. } THOMAS LEBEL, marchand, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, No. 1939. } Demandeur ; contre JEAN-BAPTISTE OUELLET, ci-devant cultivateur et commerçant, de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, et actuellement de lieux inconnus, hors de la province de Québec, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé au deuxième rang de Saint-Octave de Métis, de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur ; borné à l'ouest à la route, à l'est au bout de la dite profondeur, au nord à cent pieds du terrain du chemin de fer Intercolonial, au sud du demandeur. Étant le dit terrain une parcelle du lot cent soixante-cinq (165), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet aux clauses et conditions d'un bail consenti par le défendeur au demandeur, en

of the said parish of Sainte Victoire, under the number five hundred and sixty-nine (No. 569) ; the said cutting of timber on the said land to extend about three arpents in front by six arpents in depth.

2° A land situate in the parish of Saint Robert, in the range called " la Réserve Sainte-Sophie," known on the official cadastre of the said parish of Saint Robert, under the number four hundred and eighty-four (No. 484), of four arpents, seven perches and nine feet in front by fourteen or fifteen arpents in depth—with the buildings thereon erected. To be reserved from the said land, a parcel of land half an arpent in front by one arpent in depth, belonging to Louis Millette.

3° A parcel of land situate in the parish of Saint Aimé, in the range called " la Réserve Sainte-Sophie," known on the official cadastre of the said parish of Saint Aimé, under the number fifty-nine (No. 59), of three arpents in front by nine arpents and six perches in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : the lot firstly designated, at the parochial church door of the parish of Sainte Victoire, on the SEVENTH day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon ; the lot secondly described, at the parochial church door of the parish of Saint Robert, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon ; and the lot thirdly described, at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the SAME DAY, at FOUR o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fifteenth day of the month of October next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 3rd August, 1892. 3696

[First published, 6th August, 1892.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. } THOMAS LEBEL, marchand, of the parish of Saint Octave de Metis, No. 1939. } Plaintiff ; against JEAN BAPTISTE OUELLET, heretofore farmer and trader, of the said parish of Saint Octave de Metis, and now of parts unknown, beyond the province of Québec, Defendant, to wit :

1° A lot situate in the second range of Saint Octave de Metis, of fifty feet in front by one hundred feet in depth ; bounded on the west by the by-road, on the east by the end of the said depth, on the north by a hundred feet from the land belonging to the Intercolonial Railway, on the south by the plaintiff. Said lot of land being part of lot number one hundred and sixty-five (165), of the official cadastre of the said parish of Saint Octave de Metis—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the clauses and

date du 7 mars 1888, devant M^{re} Michaud, notaire, enregistré le 24 décembre 1888.

2° Les numéros cinq cent dix-neuf (519), cinq cent vingt (520) et cinq cent vingt-un (521), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, étant une terre située au quatrième rang d'icelle paroisse—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1892), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre aussi prochain (1892).

ALPHONSE COUILLARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 6 juillet 1892. 3345 2
[Première publication, 9 juillet 1892.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, siégeant à la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } THOMAS MICHEL
No. 98. } ELZEAR DANAIS ET
FRANÇOIS XAVIER DANAIS, tous deux de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district de Saguenay, et exécuteurs testamentaires et légataires universels de feu Pierre Danaï, en son vivant du même lieu, marchand; contre JEAN VERRAULT, de la paroisse Saint-Hilarion, township Settrington, cultivateur, à savoir :

Deux arpents de terre de front sur vingt-six arpents de profondeur, situés dans le sixième rang du township Settrington, étant le No. 3, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hilarion—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilarion, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'octobre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 2 août 1892. 3651
[Première publication, 6 août 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit, siégeant à la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } HUBERT BOUCHARD,
No. 410. } journalier, de la paroisse
Saint-Louis de l'Isle aux Coudres; contre FRANÇOIS TREMBLAY, cultivateur, du dit lieu de l'Isle aux Coudres, à savoir :

1° Le lot No. 87, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, rang de la Branche—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

conditions of a lease passed by the defendant to the plaintiff, dated the 7th of March, 1888, before M^{re} Michaud, notary, registered on the 24th of December, 1888.

2° Numbers five hundred and nineteen (519), five hundred and twenty (520) and five hundred and twenty-one (521), of the official cadastre of the said parish of Saint Octave de Metis, being a land situate in the fourth range of the said parish—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Octave de Metis, in the said district, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next (1892), at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of September also next (1892).

ALPHONSE COUILLARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 6th July, 1892. 3346
[First published, 9th July, 1892.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, sitting at Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay.

Malbaie, to wit : } THOMAS MICHEL ELZEAR
No. 98. } DANAIS AND FRANCOIS
XAVIER DANAIS, both of la Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, executors of the last will and residuary legatees of the late Pierre Danaï, in his lifetime of the same place, merchant; against JEAN VERRAULT, of the parish of Saint Hilarion, township of Settrington, farmer, to wit :

Two arpents of land in front by twenty-six arpents in depth, situate in the sixth range of the township of Settrington, being No. 3, on the official cadastre of the parish of Saint Hilarion—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hilarion, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of October next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 2nd August, 1892. 3652
[First published, 6th August, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court, sitting at Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay.

Malbaie, to wit : } HUBERT BOUCHARD,
No. 410. } laborer, of the parish of
Saint Louis de l'Isle aux Coudres; against FRANÇOIS TREMBLAY, farmer, of the said Isle aux Coudres, to wit :

1° The lot No. 87, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, de la Branche range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Le lot No. 323, du même cadastre, rang des Prairies—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'octobre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 1er août 1892.

[Première publication, 6 août 1892.]

Shérif.
3637

2° The lot No. 323, of the same cadastre, des Prairies range—without building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of October next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,
Malbaie, 1st August, 1892.

[First published, 6th August, 1892.]

Sheriff.
3638

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François. Saint-François, à savoir: JOHN R. BOOTH, de No. 944.

la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, manufacturier, Demandeur; contre les terres et tenements de WESTON F. MILLIKEN, de la cité de Portland, dans l'Etat du Maine, un des Etats-Unis d'Amérique, gentilhomme, en sa qualité d'administrateur dûment nommé aux biens de feu Cyrus S. Clark, en son vivant de Portland susdit, marchand de bois, maintenant décédé, Défendeur, à savoir:

1° Lots Nos. 12 et 13, dans le 6e rang du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, contenant 200 acres de terre chacun, plus ou moins.

2° Lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22, dans le 1er rang du canton de Lingwick, dans le dit district, contenant 2040 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 34, 35 et 36, dans le deuxième rang du dit canton de Lingwick, contenant 2649 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25, dans le troisième rang du dit canton de Lingwick, contenant 2120 acres de terre, plus ou moins.

La partie sud-est du lot No. 16 et les lots Nos. 17, 18, 19, 23, 24, 25, 36, 37 et 38, dans le quatrième rang du dit canton de Lingwick, contenant 1216 acres de terre, plus ou moins.

La moitié nord-ouest du lot No. 17, dans le 5e rang de Lingwick susdit, contenant 73 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 7e rang du dit canton de Lingwick, contenant 1364 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 8e rang du dit canton de Lingwick, contenant 2392 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 9e rang du dit canton de Lingwick, contenant 1837 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 10e rang du dit canton de Lingwick, contenant 2034 acres de terre, plus ou moins.

Sheriff's Sales—St-François

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.—District of Saint Francis. Saint Francis, to wit: JOHN R. BOOTH, of No. 944.

the city of Ottawa, in the province of Ontario, manufacturer, Plaintiff; against the lands and tenements of WESTON F. MILLIKEN, of the city of Portland, in the State of Maine, one of the United States of America, gentleman, in his quality of administrator, duly appointed to the estate of the late Cyrus S. Clark, in his lifetime of Portland aforesaid, lumber dealer, now deceased, Defendant, to wit:

1° Lots Nos. 12 and 13, in the 6th range of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, containing 200 acres of land each, more or less.

2° Lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22, in the 1st range of the township of Lingwick, in said district, containing 2040 acres of land, more or less.

Lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 34, 35 and 36, in the 2nd range of the said township of Lingwick, containing 2649 acres of land, more or less.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 25, in the 3rd range of the said township of Lingwick, containing 2120 acres of land, more or less.

The south east part of lot No. 16 and lots Nos. 17, 18, 19, 23, 24, 25, 36, 37 and 38, in the 4th range of the said township of Lingwick, containing 1216 acres of land, more or less.

The north west half of lot No. 17, in the 5th range of Lingwick aforesaid, containing 73 acres of land, more or less.

Lots Nos. 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 7th range of said township of Lingwick, containing 1364 acres of land, more or less.

Lots Nos. 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 8th range of the said township of Lingwick, containing 2392 acres of land, more or less.

Lots Nos. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 9th range of the said township of Lingwick, containing 1837 acres of land, more or less.

Lots Nos. 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 10th range of the said township of Lingwick, containing 2034 acres of land, more or less.

Lots Nos. 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 11e rang du dit canton de Lingwick, contenant 961 acres de terre, plus ou moins.

La partie nord-ouest du lot No. 28, dans le rang I, de Lingwick susdit, contenant 131 acres de terre, et la partie nord-ouest du lot No. 29, dans le dit rang I, de Lingwick, contenant 148 acres de terre, et les lots Nos. 30, 31, 32, 33 et 34, dans le dit rang I, dans le dit canton de Lingwick, contenant 1184 acres de terre, plus ou moins.

La moitié nord-est du lot No. 31 et lot No. 32, dans le rang K, du dit canton de Lingwick, contenant 123 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36, dans le rang L, du dit canton de Lingwick, contenant 2004 acres de terre, plus ou moins.

3^e Lots Nos. 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le premier rang nord-est du canton de Winslow, dans le dit district, contenant 435 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 4e rang nord-est du dit canton de Winslow, contenant 588 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 28, dans le 5e rang nord-est du dit canton de Winslow, contenant 795 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 28, dans le 6e rang nord-est du dit canton de Winslow, contenant 838 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 47, 48, 49 et 50, dans le premier rang sud-est du dit canton de Winslow, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 et 94, dans le 2e rang sud-est du dit canton de Winslow, contenant 1450 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 45, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54 et 55, dans le premier rang nord-ouest du dit canton de Winslow, contenant 500 acres de terre, plus ou moins.

4^e Lot No. 10, dans le 7e rang du canton de Dudswell, dans le dit district, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

5^e Lots numéros 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 1er rang du canton de Weedon, dans le dit district, contenant 1400 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 25, 26, 27 et 28, dans le 2e rang du dit canton de Weedon, contenant 800 acres de terre, plus ou moins.

Les $\frac{3}{4}$ sud-ouest du lot No. 22 et les lots Nos. 21, 25, 26, 27 et 28, dans le troisième rang du dit canton de Weedon, contenant 1150 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 4e rang du dit canton de Weedon, contenant 1200 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 5e rang du dit canton de Weedon, contenant 1000 acres de terre, plus ou moins.

Toutes ces parties des lots Nos. 24, 25, 26, 27 et 28 situés au sud-est de la rivière Saint-François, dans le 6e rang du dit canton de Weedon.

Lots Nos. 11, 15, 16, 17, 18 et 21, dans le 8e rang du susdit canton de Weedon, contenant 1200 acres de terre, plus ou moins.

La $\frac{1}{2}$ nord-est et la $\frac{1}{2}$ sud-est de la $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot No. 13, dans le 9e rang du dit canton de Weedon, et la $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot No. 14, dans le dit 9e rang du dit canton de Weedon, et les lots Nos. 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20 et 21, dans le dit 9e rang de Weedon susdit, contenant 1850 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23, dans le 10e rang du dit canton de Weedon, la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 24, la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 25, et la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 26, dans le dit 10e rang du dit canton de Weedon, contenant 2120 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 11th range of said township of Lingwick, containing 961 acres of land, more or less.

The north west part of lot No. 28, in range I, of Lingwick aforesaid, containing 131 acres of land, and the north west part of lot No. 29, in said range I, of Lingwick, containing 148 acres of land, and lots Nos. 30, 31, 32, 33 and 34, in said range I, in said township of Lingwick, containing 1184 acres of land, more or less.

The north east half of lot No. 31, and lot No. 32, in range K, of the said township of Lingwick, containing 123 acres of land, more or less.

Lots Nos. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 and 36, in range L, of the said township of Lingwick, containing 2004 acres of land, more or less.

3^d Lots Nos. 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the first range north east of the township of Winslow, in said district, containing 435 acres of land, more or less.

Lots Nos. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 4th range north east of the said township of Winslow, containing 588 acres of land, more or less.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 28, in the 5th range north east of the said township of Winslow, containing 795 acres of land, more or less.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 28, in the 6th range north east of the said township of Winslow, containing 838 acres of land, more or less.

Lots Nos. 47, 48, 49 and 50 in the 1st range south east, of the said township of Winslow, containing 200 acres of land, more or less.

Lots Nos. 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 and 94, in the 2nd range south east of said township of Winslow, containing 1450 acres of land, more or less.

Lots Nos. 45, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54 and 55, in the 1st range north west of the said township of Winslow, containing 500 acres of land, more or less.

4th Lot No. 10, in the 7th range of the township of Dudswell, in said district, containing 200 acres of land, more or less.

5th Lots numbers 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 1st range of the township of Weedon, in said district, containing 1400 acres of land, more or less.

Lots Nos. 25, 26, 27 and 28, in the 2nd range of the said township of Weedon, containing 800 acres of land, more or less.

The south west $\frac{3}{4}$ of lot No. 22, and lots Nos. 21, 25, 26, 27 and 28, in the 3rd range of the said township of Weedon, containing 1150 acres of land, more or less.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 4th range of the said township of Weedon, containing 1200 acres of land, more or less.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 5th range of the said township of Weedon, containing 1000 acres of land, more or less.

All those portions of lots Nos. 24, 25, 26, 27 and 28, which lie south east of the river Saint Francis, in the 6th range of the said township of Weedon.

Lots Nos. 11, 15, 16, 17, 18 and 21, in the 8th range of the township of Weedon aforesaid, containing 1200 acres of land, more or less.

The north east $\frac{1}{2}$ and south east $\frac{1}{2}$ of the south west $\frac{1}{2}$ of lot No. 13, in the 9th range of the said township of Weedon, and the south west $\frac{1}{2}$ of lot No. 14, in the said 9th range of the said township of Weedon, and lots Nos. 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20 and 21, in the said 9th range of Weedon aforesaid, containing 1850 acres of land, more or less.

Lots Nos. 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23, in the 10th range of the said township of Weedon, the north west $\frac{1}{2}$ of lot No. 24, the north west $\frac{1}{2}$ of lot No. 25, and the north west $\frac{1}{2}$ of lot No. 26, in the said 10th range of the said township of Weedon, containing 2120 acres of land, more or less.

Lots Nos. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, et la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 24, dans le 11e rang du dit canton de Weedon, contenant 2300 acres de terre, plus ou moins.

6° Lots Nos. 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26, dans le 3e rang du canton de Ham Sud, dans le dit district, contenant 1409 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 19, 22, 23, 24 et la partie sud-ouest du lot No. 20, dans le 4e rang de Ham Sud susdit, contenant 1278 acres de terre, plus ou moins.

7° 10 acres du lot No. 5, dans le 1er rang du canton de Stoke, dans le dit district, étant vis-à-vis les moulins à scie à Brompton; bornés d'un côté au sud-ouest par la rivière Saint-François, et de l'autre côté au nord-est par une ligne tirée parallèle à la ligne du rang, et à une distance suffisante d'icelle pour former 10 acres, les lignes de côté du lot formant les bornes nord-ouest et sud-ouest.

Lot No. 3, dans le 2e rang du dit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 8, dans le 3e rang de Stoke susdit, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 3, dans le 5e rang du dit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre.

La $\frac{1}{2}$ sud-est du lot No. 6, dans le 7e rang de Stoke susdit, contenant 100 acres de terre.

Lots Nos. 7 et 8, dans le 8e rang du dit canton de Stoke, contenant 400 acres de terre.

Lot No. 16, dans le 9e rang du dit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 4, dans le 10e rang de Stoke susdit, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 27, dans le 11e rang du susdit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

Partie du lot No. 25, dans le 13e rang de Stoke susdit, 40 acres à distraire du bout sud et angle est, moitié de la largeur du lot.

8° Lots Nos. 18 et 20, dans le 4e rang du canton de Saint-Georges de Windsor, dans le dit district, contenant 400 acres de terre.

Lots Nos. 26 et 27, dans le 5e rang du dit canton de Saint-Georges de Windsor, contenant 400 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 18, 19, 26 et 28, dans le 6e rang du dit canton de Saint-Georges de Windsor, contenant 800 acres de terre, plus ou moins.

9° Lot No. 11 et la $\frac{1}{2}$ nord-est de la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No. 17 et le lot No. 23, dans le 7e rang du canton de Windsor, dans le dit district, et la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No. 27, et la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No. 28, dans le dit 7e rang du canton de Windsor susdit, contenant 650 acres de terre, plus ou moins.

Lot No. 21, dans le 8e rang du dit canton de Windsor, contenant 200 acres de terre.

La $\frac{1}{2}$ sud-est du lot No. 19, dans le 9e rang de Windsor susdit, contenant 100 acres de terre.

La $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No. 21, dans le 10e rang de Windsor susdit.

145 acres du lot No. 22, dans le dit 10e rang de Windsor, étant tout le dit lot déduction faite de 30 acres d'icelui vendus à Hon. H. Smith, et 25 acres vendus à G. E. Rioux, écuyer, et le lot No. 25, dans le dit 10e rang de Windsor, contenant 500 acres de terre, plus ou moins.

Les $\frac{7}{12}$ indivis du lot No. 26, dans le 10e rang du canton de Windsor susdit, et les $\frac{7}{12}$ indivis du lot No. 28, dans le 10e rang du dit canton de Windsor.

Parties des lots Nos. 13 et 14, dans le onzième rang du dit canton de Windsor, commençant à la ligne de rang entre les onzième et douzième rangs, et prenant toute la largeur du lot No. 14 et la moitié de la largeur du lot No. 13, et courant en arrière assez loin pour contenir 200 acres de terre.

La $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot No. 15, dans le 11e rang du dit canton de Windsor, contenant 100 acres de terre.

La $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot No. 16, dans le dit 11e rang de Windsor, contenant 100 acres de terre.

Lots Nos. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, and the north west $\frac{1}{4}$ of lot No. 24, in the eleventh range of the said township of Weedon, containing 2300 acres of land, more or less.

6° Lots Nos. 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 and 26, in the 3rd range of the township of South Ham, in said district, containing 1409 acres of land, more or less.

Lots Nos. 19, 22, 23, 24 and the south west part of lot No. 20, in the 4th range of South Ham aforesaid, containing 1278 acres of land, more or less.

7° 10 acres of lot No. 5, in the 1st range of the township of Stoke, in said district, being opposite to the saw mills at Brompton; bounded on one side to the south west by the river Saint Francis, and on the other side to the north east by a line drawn parallel to the range line, and at a sufficient distance there from to comprise 10 acres, the side lines of the lot forming the north westerly and south westerly boundaries.

Lot No. 3, in the 2nd range of said township of Stoke, containing 200 acres of land.

Lot No. 8, in the 3rd range of Stoke aforesaid, containing 200 acres of land.

Lot No. 3, in the 5th range of said township of Stoke, containing 200 acres of land.

The south east $\frac{1}{2}$ of lot No. 6, in the 7th range of Stoke aforesaid, containing 100 acres of land.

Lots Nos. 7 and 8, in the 8th range of said township of Stoke, containing 400 acres of land.

Lot No. 16, in the 9th range of said township of Stoke, containing 200 acres of land.

Lot No. 4, in the 10th range of Stoke aforesaid, containing 200 acres of land.

Lot No. 27, in the 11th range of the township of Stoke aforesaid, containing 200 acres of land, more or less.

Part of lot No. 25, in the 13th range of Stoke aforesaid, being 40 acres off the south end and east angle, extending half the width of the lot.

8° Lots Nos. 18 and 20, in the 4th range of the township of Saint George de Windsor, in said district, containing 400 acres of land.

Lots Nos 26 and 27, in the 5th range of said township of Saint George de Windsor, containing 400 acres of land, more or less.

Lots Nos 18, 19, 26 and 28, in the 6th range of said township of Saint George de Windsor, containing 800 acres of land, more or less.

9° Lot No. 11 and the north east $\frac{1}{2}$ of the north east $\frac{1}{2}$ of lot No. 17 and lot No. 23, in the 7th range of the township of Windsor, in said district, and the north east $\frac{1}{2}$ of lot No. 27, and the north east $\frac{1}{2}$ of lot No. 28, in said 7th range of the township of Windsor aforesaid, containing 650 acres of land, more or less.

Lot No. 21, in the 8th range of the said township of Windsor, containing 200 acres of land.

The south east $\frac{1}{2}$ of lot No. 19, in the 9th range of Windsor aforesaid, containing 100 acres of land.

The north east $\frac{1}{2}$ of lot No. 21, in the 10th range of Windsor aforesaid.

145 acres of lot No. 22, in said 10th range of Windsor, being all of said lot after deducting 30 acres thereof sold to Hon. H. Smith, and 25 acres sold to G. E. Rioux, esquire, and lot No. 25, in said 10th range of Windsor, containing 500 acres of land, more or less.

The undivided $\frac{7}{12}$ of lot No. 26, in the 10th range of the township of Windsor aforesaid, and the undivided $\frac{7}{12}$ of lot No. 28, in the 10th range of said township of Windsor.

Parts of lots Nos. 13 and 14, in the eleventh range of the said township of Windsor, commencing at the range line between the eleventh and twelfth ranges, and taking the whole width of lot No. 14 and half the width of lot No. 13, and running back far enough to contain 200 acres of land.

The south west $\frac{1}{2}$ of lot No. 15, in the 11th range of the said township of Windsor, containing 100 acres of land.

The south west $\frac{1}{2}$ of lot No. 16, in said 11th range of Windsor, containing 100 acres of land.

Les $\frac{3}{4}$ sud-ouest du lot No. 17, dans le dit 11e rang de Windsor, contenant 150 acres de terre.

Partie du lot No. 21, dans le dit 11e rang de Windsor, étant de 80 acres à distraire de la $\frac{1}{2}$ nord-est (toute la largeur).

Lot No. 22, dans le dit 11e rang de Windsor, contenant 250 acres de terre.

Partie du lot No. 23, dans le dit 11e rang du dit canton de Windsor, étant les 90 acres nord-est, toute largeur du dit lot.

Lot No. 24, dans le 11e rang de Windsor, contenant 200 acres de terre.

Lots Nos. 27 et 28, dans le dit 11e rang du dit canton de Windsor, contenant 400 acres de terre, plus ou moins.

Lot No 26, dans le 13e rang du dit canton de Windsor, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

10° Cette lisière ou morceau de terre sis et situé dans le canton de Brompton, dans le dit district, étant un morceau de terre de forme irrégulière, contenant 80 perches carrées de terre, plus ou moins, et formant partie du lot No. 31, dans le 4e rang du dit canton de Brompton; borné à l'est par la rivière Saint-François, au nord par la ligne qui divise les lots Nos. 30 et 31, et à l'ouest par le chemin de fer s'étendant de la dite ligne de division vingt-quatre perches quatre pieds sud à un point où le dit chemin de fer rencontre la rivière, tel que le dit morceau de terre se poursuit et comporte, et la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No. 30, dans le dit 4e rang du dit canton de Brompton, contenant 100 acres de terre, plus ou moins—avec moulins à scie, bâtisses, pouvoir d'eau et autres appartenances y appartenant.

Pour être vendus comme suit, à savoir :

Les terres et tenements ci-dessus décrits, situés dans les cantons de Stoke, Saint-Georges de Windsor, Windsor et Brompton, dans le district de Saint-François, au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Les terres ci-dessus décrites situées dans les dits cantons de Dudswell, Weedon et Ham-Sud, au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, dans le dit district, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Les terres ci dessus décrites situées dans les dits cantons de Lingwick et Winslow, au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans le village de Cookshire, dans le dit district, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi; et les terres ci-dessus décrites situées dans le dit canton de Clifton, au bureau de registraire pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le dit district, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de septembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 8 juin 1892.

Shérif
2947 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook—District de Saint-François. Saint-François, à savoir : } ALBERT FRAPPIER, No. 3083.

PIER, du canton de Barnston, dans le comté de Stanstead, cultivateur; contre les terres et tenements de CALIXTE COPE, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Le lot numéro 21C, dans le huitième rang du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, tel qu'il apparaît sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Clifton—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

The south west $\frac{3}{4}$ of lot No. 17, in said 11th range of Windsor, containing 150 acres of land.

Part of lot No. 21, in said 11th range of Windsor, being 80 acres to be taken off the north east $\frac{1}{2}$ (whole width).

Lot No. 22, in said 11th range of Windsor, containing 250 acres of land.

Part of lot No. 23, in said 11th range of the said township of Windsor, being the north east 90 acres, whole width of said lot.

Lot No. 24, in said 11th range of Windsor, containing 200 acres of land.

Lots Nos. 27 and 28, in said 11th range of said township of Windsor, containing 400 acres of land, more or less.

Lot No. 26, in the 13th range of said township of Windsor, containing 200 acres of land, more or less.

10° That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Brompton, in said district, being a parcel of land of irregular figure, containing 80 square rods of land, more or less, and forming part of lot No. 31, in the 4th range of said township of Brompton; bounded on the east by the river Saint Francis, on the north by the line dividing lots Nos. 30 and 31, and on the west by the railway extending from said division line twenty-four rods four feet south to a point where said railway touches the river, as the said parcel of land is and extend, and the north east $\frac{1}{2}$ of lot No. 30, in the said 4th range of the township of Brompton aforesaid, containing 100 acres of land, more or less with saw mills, buildings, power and other the appurtenances thereon or thereunto belonging.

To be sold as follows, to wit :

The lands and tenements hereinabove described, situate in the townships of Stoke, Saint George de Windsor, Windsor and Brompton, in the district of Saint Francis, at the registry office of the registration division of the county of Richmond, at the town of Richmond, in said district, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

The lands above described situated in the said townships of Dudswell, Weedon and South Ham, at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in said district, on the SEVENTEETH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

The lands above described situated in the said townships of Lingwick and Winslow, at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon; and the lands above described situated in the said township of Clifton, at the registry office of the registration division of Coaticook, at the town of Coaticook, in said district, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the seventh day of September next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 8th June, 1892.

Sheriff.
2948

[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook.—District of Saint Francis. Saint Francis, to wit : } ALBERT FRAPPIER, No. 3083.

of the township of Barnston, in the county of Stanstead, farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of CALIXTE COTE, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

The lot number 21 C, in the eighth range of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, as shown on the cadastral plan and book of reference for the said township of Clifton—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

Pour être vendu au bureau du registraire, pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 5 juillet 1892.
[Première publication, 9 juillet 1892.]

Shérif.
3365 2

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 5th July, 1892.
[First published, 9th July, 1892.]

Sheriff.
3366

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières ; à savoir : } **LOUIS DOLOR**
No. 15. } **HEROUX**, De

mandeur ; contre **JOSEPH LOR**, Défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Sévère, à la concession de Bellechasse, contenant environ cinquante-six arpents en superficie, plus ou moins, dans les limites suivantes : tenant en front aux abouts, en profondeur à Augustin Magnan, au nord-est à la route qui conduit à la Chute, et au sud-est aux terrains de la compagnie du poste de Hunterstown ou représentants — avec une maison, une grange et autres dépendances dessus construites ; le dit terrain faisant partie du numéro cent quarante-neuf (149), aux plan et livre de renvoi du cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sévère, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour d'aout prochain.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 8 juin 1892.
[Première publication, 11 juin 1892.]

Shérif.
2955 3

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **LOUIS DOLOR**
No. 15. } **HEROUX**, Plain-

tiff ; against **JOSEPH LOR**, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Severe, in the Bellechasse concession, containing about fifty-six arpents in superficies, more or less, comprised within the following limits ; bounded in front by the *abouts*, in rear by Augustin Magnan, on the north east by the road leading to the falls, and on the south east by the lands of the company of the post of Hunterstown or representatives — with a house, barn and other dependencies thereon erected ; said land forming part of number one hundred and forty-nine (149), of the official registration cadastre for the said parish of Saint Severe, county of Saint Maurice.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Severe, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of August next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 8th June, 1892.
[First published, 11th June, 1892.]

Sheriff.
2956

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de faire les nominations suivantes de juges de paix, savoir :

District de Bedford :—MM. Mervin D. Corey, Chs. J. Chandler, Théodore Pratt, du township de Stanbridge ; Chs. Batcheller, Lyman Barnes, James H. Capsey, Arthur J. Bouchard, Napoléon Rocheleau, de la ville de Bedford ; John Melvin Montly, Isaie Landry, Noël Therrien, de la Station de Stanbridge ; Edwin C. Russell, Daniel Steele, de Saint-Ignace de Stanbridge ; David Broe, Charles Weihr, Joshua M. Ferris, John Hannigan, Théophile Ménard, de la paroisse de Notre-Dame de Stanbridge ; Stevens Baker, du village de Cowansville ;

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments of justices of the peace, to wit :

District of Bedford :—Messrs. Mervin D. Corey, Chs. J. Chandler, Theodore Pratt, of the township of Stanbridge ; Chs. Batcheller, Lyman Barnes, James H. Capsey, Arthur J. Bouchard, Napoléon Rocheleau, of the town of Bedford ; John Melvin Montly, Isaie Landry, Noel Therrien, of the Station of Stanbridge ; Edwin C. Russell, Daniel Steele, of Saint Ignace of Stanbridge ; David Broe, Charles Weihr, Joshua M. Ferris, John Hannigan, Theophile Menard, of the parish of Notre Dame of Stanbridge ; Stevens Baker, of the village of Cowans-

John Butler, Wm. Quackenboss, Joseph Selby, Hon. Thos. Wood, Charles M. Harvey, Jas. Sibb Wales, du township de Dunham ; Thomas R. Harvey, Anderson J. Ingalls, Rodney Holden, Joseph H. Morin, de la paroisse de Saint-Armand-Est ; Thomas Morrisson, du village de Frelighsburg ; Edward C. Burke, du village de Philipsburg ; Geo. F. Slack, Hector Lapalme, Pierre Fontaine, de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham ; Joseph Guérin, de la paroisse de Saint-Armand-Ouest ; Onésime Boisvert, Pierre A. D'Artois, John B. Comeau, John B. Archambault, George A. Truax, de la ville de Farnham.

District de Montréal :—MM. C. A. McDonnell, Z. Turpin, H. Connoughton, B. Tansey, Wm. Drysdale, J. A. L. Stratly, John Dewit, James Baxter, de la cité de Montréal ; Joseph Sabourin, fils de Paul, Joseph Vallée, François-Xavier Séguin, de la paroisse de Très Saint-Rédempteur.

District d'Ottawa :—MM. Thos. Ritchie, Robert H. Conroy, Dr. Jos. E. Woods, James Mulligan, Anthime Perrier, Narcisse Ed. Cormier, d'Aylmer.

District de Trois-Rivières : — MM. Charles Edouard Houde, Cyrille Fournier et Isaïe Doucet, de la paroisse de Saint-Célestin ; Adolphe Bergeron, de la paroisse de Sainte-Brigitte ; David Mailhot, Eusèbe Hould, Jean-Baptiste Morin et Joseph Ludger Tourigny, de la paroisse de Gentilly.

District de Saguenay :—M. William Chamard, de la Pointe-au-Pic.

3699 LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer MM. H. Trudel, M. D. ; L. P. G. Levasseur, de la paroisse de Saint-Grégoire, dans le district de Trois-Rivières, juges de paix pour le dit district de Trois-Rivières.

3701 LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Louis Antoine Bertrand, Théophile Trudel, Napoléon Laberge, David Brisebois et Joseph Deslauriers, commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, comté de Beauharnois, et de révoquer l'ancienne commission, en date du 20 juin 1892.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Zéphirin Boyer, P. Elias Gauthier, Joseph Monette, Joseph A. N. Bourassa et Léon Leduc, commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de Sainte-Cécile, dans le comté de Beauharnois, et de révoquer l'ancienne commission, en date du 5 janvier 1881.

3707 LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

ville ; John Butler, Wm. Quackenboss, Joseph Selby, Hon. Thos. Wood, Charles M. Harvey, Jas. Sibb Wales, of the township of Dunham ; Thomas R. Harvey, Anderson J. Ingalls, Rodney Holden, Joseph H. Morin, of the parish of Saint Armand East ; Thomas Morrisson, of the village of Frelighsburg ; Edward C. Burke, of the village of Philipsburg ; Geo. F. Slack, Hector Lapalme, Pierre Fontaine, of the parish of Saint Romuald of Farnham ; Joseph Guérin, of the parish of Saint Armand West ; Onesime Boisvert, Pierre A. D'Artois, John B. Comeau, John B. Archambault, George A. Truax, of the town of Farnham.

District of Montreal :—Messrs. C. A. McDonnell, Z. Turpin, H. Connoughton, B. Tansey, Wm. Drysdale, J. A. L. Stratly, John Dewit, James Baxter, of the city of Montreal ; Joseph Sabourin, son of Paul, Joseph Vallée, François Xavier Seguin, of the parish of Tres Saint Rédempteur.

District of Ottawa : — Messrs. Thos. Ritchie, Robert H. Conroy, Dr. Jos. E. Woods, James Mulligan, Anthime Perrier, Narcisse Ed. Cormier, of Aylmer.

District of Three Rivers : — Messrs. Charles Edouard Houde, Cyrille Fournier and Isaïe Doucet, of the parish of Saint Celestin ; Adolphe Bergeron, of the parish of Sainte Brigitte ; David Mailhot, Eusebe Hould, Jean Baptiste Morin and Joseph Ludger Tourigny, of the parish of Gentilly.

District of Saguenay :—Mr. William Chamard, of the Pointe au Pic.

3700 LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Messrs. H. Trudel, M. D. ; L. P. G. Levasseur, of the parish of Saint Grégoire, in the district of Three Rivers, justices of the peace for the said district of Three Rivers.

3702 LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Louis Antoine Bertrand, Théophile Trudel, Napoléon Laberge, David Brisebois and Joseph Deslauriers, commissioners for the summary trial of small causes, for the parish of Saint Clément de Beauharnois, county of Beauharnois, and to revoke former commission, in date of 20th June, 1892.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Zéphirin Boyer, P. Elias Gauthier, Joseph Monette, Joseph A. N. Bourassa and Léon Leduc, commissioners for the summary trial of small causes, in the parish of Sainte Cécile, in the county of Beauharnois, and to revoke the former commission, dated the 5th January, 1881.

3708 LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

Proclamation

STANLEY DE PRESTON.

[L.S.]

CANADA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBT. SEDGEWICK, } ATTENDU qu'en
Député du ministre de la } vertu des disposi-
Justice, Canada, } tions de l'Acte de tem-
pérance du Canada, l'avis suivant a été adressé au }
Secrétaire d'Etat pour le Canada, accompagné de la }
pétition ci-jointe :—

“ A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada,—

“ MONSIEUR,—Nous, soussignés, électeurs du
comté de Drummond, vous prions de prendre
connaissance que nous désirons présenter la péti-
tion ci-dessous à Son Excellence le Gouverneur
général, savoir :

“ A Son Excellence le Gouverneur général du
Canada en conseil,—

“ La pétition des électeurs du comté de Drum-
mond, ayant qualité et capacité pour voter à
l'élection d'un membre de la Chambre des Com-
munes, dans le dit comté,—Expose respectueu-
ment,—

“ Que vos pétitionnaires désire que la deuxième
partie de l'Acte de tempérance du Canada, soit
révoquée dans le dit comté de Drummond ;

“ C'est pourquoi vos pétitionnaires prient hum-
blement qu'il plaise à Votre Excellence, par un
ordre en conseil suivant les dispositions du dit
acte de déclarer que la deuxième partie de l'Acte
de tempérance du Canada soit révoquée dans le
dit comté ;

“ Et que nous désirons que les votes de tous les
électeurs du dit comté soient enregistrés pour et
contre l'adoption de la dite pétition. Et vos requé-
rants ne cesseront de prier.”

Et attendu que la deuxième partie du dit Acte a
été mise en vigueur dans le dit comté de Drummond,
dans la province de Québec, par un ordre en conseil
du huitième jour de mai, dans l'année de Notre-
Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq, pour y
entrer en vigueur tel que mentionné ;

ET ATTENDU qu'il appert à la satisfaction du Gou-
verneur général en conseil que cet avis est revêtu
des signatures authentiques d'un quart ou plus de
tous les électeurs du dit comté de Drummond, dans
la province de Québec ; qu'il est constaté que les
signatures apposées à la pétition sont des signatures
authentiques au nombre de mille deux cent quaran-
te-trois, et que les autres exigences de l'acte ont été
observées ;

ET ATTENDU qu'un ordre du Gouverneur général
en conseil a été passé, ordonnant que les votes de
tous les électeurs du dit comté de Drummond soient
enregistrés pour ou contre l'adoption de la dite péti-
tion,—

SACHEZ maintenant, que, par les présentes et en
vertu de l'autorité qui Nous est conférée par le dit
acte et le dit ordre en conseil, Nous proclamons et
déclarons que jeudi, le dix-huitième jour d'août pro-
chain, un poll sera tenu dans le dit comté de Drum-
mond, pour y recevoir les votes des électeurs pour
et contre la dite pétition. Que ces votes seront en-
registrés au scrutin secret depuis neuf heures du
matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi de ce
jour-là.

Que Pierre Ambroise Bérard, de Drummondville,

Proclamation

STANLEY OF PRESTON.

[L.S.]

CANADA.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN,
Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom
the same may in anywise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

ROBT. SEDGEWICK, } WHEREAS in pur-
Deputy of the Minister of } suance of the pro-
Justice, Canada, } visions of the Canada
Temperance Act, the following notice has been
addressed to the Secretary of State for Canada, em-
bodying the petition therein set forth :

“ To the Honourable the Secretary of State for
Canada,—

“ SIR,—We, the undersigned electors of the
County of Drummond, request you to take notice
that we are desirous of presenting the following
petition to His Excellency the Governor General,
viz :—

“ To His Excellency the Governor General of
Canada in Council :

“ The petition of the electors of the County of
Drummond, qualified and competent to vote at
the election of a member of the House of Com-
mons, in the said County.

“ Respectfully sheweth, that your petitioners
are desirous that the second part of “ The
Canada Temperance Act ” should be revoked in
the said County of Drummond ;

“ Wherefore your petitioners humbly pray that
Your Excellency will be pleased by an Order in
Council to declare, under the provisions of the
said Act, that the second part of the Canada
Temperance Act shall be revoked in the said
County.”

“ And that we desire that the votes of all the
electors of the said County be taken for and
against the adoption of the said petition.”

“ And your petitioners will ever pray, &c.”
AND WHEREAS the second part of the said Act was
brought into force in the said County of Drummond,
in the Province of Quebec, by an Order in Council,
dated the eighth day of May, in the year of Our
Lord one thousand eight hundred and eighty-five,
to take effect as therein directed :

AND WHEREAS it appears by evidence to the satis-
faction of the Governor General in Council that
such petition has appended to it the genuine signa-
tures of one-fourth or more of all the electors of the
said County of Drummond, in the Province of
Quebec, the number of the signatures to the peti-
tion proved to be genuine, being one thousand two
hundred and forty-three, and that the other require-
ments of the law have been observed.

AND WHEREAS an Order of the Governor General
in Council has been passed directing that the votes
of all the electors of the said County of Drummond
be taken for and against the adoption of the said
petition,—

Now KNOW YE, that We do hereby, and by
virtue of the authority vested in Us by the said Act
and Order in Council, proclaim and declare, that on
Thursday, the eighteenth day of August next, a poll
will be held in the said County of Drummond for
taking the votes of the electors for and against the
said petition ; That such votes will be taken between
the hours of nine o'clock in the forenoon and five
o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That Pierre Ambroise Bérard, of Drummondville,

dans le dit comté de Drummond, écuyer, docteur en médecine, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes, et puis de faire rapport du résultat au Gouverneur général en conseil. Que le dit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, à l'Hôtel-de-Ville de Drummondville susdit, lundi, le quinzième jour d'août prochain, à dix heures de l'avant-midi. Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit Hôtel-de-Ville de Drummondville, lundi, le vingt-deuxième jour d'août prochain, à dix heures de l'avant-midi.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en conseil pourra, en tout temps après l'expiration d'une période de trente jours depuis la date de l'adoption de la dite pétition, et après l'expiration de trois années à compter du jour de l'entrée en vigueur de la deuxième partie du dit acte dans le dit comté de Drummond, en vertu du dit ordre en conseil en date du huitième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-cinq, par un ordre en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, révoquer le dit ordre en conseil du huitième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-cinq, par lequel la deuxième partie de l'Acte de tempérance du Canada devenait exécutoire dans le dit comté de Drummond, tel que y mentionné.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre très fidèle et bien-aimé le Très honorable Sir FREDERICK ARTHUR STANLEY, Baron Stanley de Preston, dans le comté de Lancaster, dans la Pairie du Royaume-Uni, Chevalier Grand-croix de Notre Très-honorable Ordre du Bain; Gouverneur général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce VINGTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

J. C. PATTERSON,

3705

Secrétaire d'Etat.

Avis du Gouvernement

ORDONNANCE POUR FERMER UN CHEMIN DANS SAINT-CÔME COMTE DE JOLIETTE.

Attendu qu'un chemin, partant du chemin de front du 7e rang du canton Cathcart, passant sur les numéros 40 et 41, du dit 7e rang, passant sur le numéro 40, dans le 8e rang, et se terminant au chemin de front au 9e rang, a été construit par le gouvernement.

Attendu qu'une résolution du conseil municipal de la paroisse de Saint-Côme, comté de Joliette, a été passée demandant la fermeture de ce chemin, vu qu'il y a un autre chemin construit qui donne plus de satisfaction aux arrondissements et à la municipalité.

Attendu qu'en vertu de l'article 1717, sec. 9, ch.

in the said County of Drummond, Esquire, Doctor of Medicine, has been appointed Returning Officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition, and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council; That the said Returning Officer is empowered and required to appoint a Deputy Returning Officer at an for each polling place or station; That the Returning Officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes, on behalf of the persons interested in and promoting or opposing, respectively, the adoption of the petition, at the Town Hall at Drummondville aforesaid, on Monday, the fifteenth day of August next, at ten of the clock in the forenoon. That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the Returning Officer at the said Town Hall at Drummondville aforesaid, on Monday, the twenty-second day of August next, at ten of the clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of thirty days from the day on which the same was adopted, and after the expiration of three years from the day of the coming into force of the second part of the said Act in the said County of Drummond, under the said Order in Council dated the eighth day of May, one thousand eight hundred and eighty-five, by Order in Council published in the *Canada Gazette*, revoke the said Order in Council of the eighth day of May, one thousand eight hundred and eighty-five, by which the second part of "The Canada Temperance Act" was brought into force in the said County of Drummond, as therein mentioned.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable Sir FREDERICK ARTHUR STANLEY, Baron Stanley of Preston, in the County of Lancaster, in the Peerage of the United Kingdom; Knight Grand Cross of Our Most Honourable Order of the Bath; Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our CITY of OTTAWA, this TWENTIETH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the Fifty-sixth year of Our Reign.

By Command,

J. C. PATTERSON,
Secretary of State.

Government Notices

ORDER FOR THE CLOSING OF A ROAD IN SAINT-CÔME, COUNTY OF JOLIETTE

Whereas a road, starting from the front road of the 7th range of the township of Cathcart, passing over the numbers 40 and 41 of the said 7th range, passing over the number 40, in the 8th range, and ending at the front road of the 9th range, has been built by the government.

Whereas a resolution has been passed by the municipal council of the parish of Saint-Côme, county of Joliette, praying for the closing of the said road, seeing that there is another road built which gives more satisfaction to the districts and to the municipality.

Whereas in virtue of article 1717, sec. 9, ch. 7,

7, des Statuts Refondus de la Province de Québec, tels qu'amendés par l'acte 52 Victoria, le chemin ci-dessus mentionné ne peut être fermé sans une ordonnance du Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation.

En conséquence, pour me conformer à la demande que comporte cette résolution, en ma qualité de Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, j'ordonne que le chemin qui part du chemin de front du 7e rang de Cathcart, passe sur les Nos. 40 et 41 du dit 7e rang, passe sur le No. 40, dans le 8e rang, et se termine au chemin de front du 9e rang, soit fermé et que les lots de terre qu'il traverse retournent à son ou ses anciens propriétaires ou à leurs successeurs.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissaire.

Département de l'Agriculture
et de la Colonisation.
Québec, ce 29 juillet 1892. 3709

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 4 août 1892.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Marie Salomé, dans le comté de Montcalm, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits ou passés par le dit conseil.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivront la seconde et dernière publication du présent avis.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

3711

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Bedford, } *Cour Supérieure.*

No. 68.

Wm. W. Ogilvie, Demandeur, créancier ;

vs.

Siméon G. Trudeau et al., Défendeurs, débiteurs ;

et

E. W. Morgan, Curateur ;

et

Dame Rosa Emma Fortin et vir, Requérants.

Avis est par le présent donné qu'un rapport de collocation et distribution des monies provenant de la vente des terres de Siméon G. Trudeau, failli, a été préparé par moi, dans cette cause, et sera sujet à contestation et objection jusqu'au 31 août courant.

E. W. MORGAN
Curateur. 3693

Bedford, 5 août 1892.

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Clément Lafleur, Demandeur ;

vs.

Catherine Cleary, épouse séparée de biens de B. Martin, faisant affaires seule à Montréal, comme marchande de chaussures, sous les nom et raison de B. Martin & Cie, Défenderesse.

Avis est par le présent donné que la dite défenderesse a fait, ce jour, un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la dite cour.

LUSSIER & JASMIN,
Procureurs du Demandeur

Montréal, 3 août 1892. 3681

of the Revised Statutes of the Province of Québec, as amended by the act 52 Vict., the above mentioned road cannot be closed without an order from the Commissioner of Agriculture and Colonization.

Therefore, and to comply with the request contained in such resolution, in my quality of Commissioner of Agriculture and Colonization, I do order that the road which starts from the front road of the 7th range of Cathcart, passing over the Nos. 40 and 41 of the said 7th range, passing over the No. 40, in the 8th range, and ending at the front road of the 9th range, be closed, and that the lots of land which it cross shall revert to its former proprietor or proprietors or their successors.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissioner.

Department of Agriculture
and Colonization.
Quebec, this 29th July, 1892. 3710

SECRETARY'S OFFICE

Quebec, 4th August, 1892.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor by the municipal council of the parish of Sainte Marie Salomé, in the county of Montcalm, to obtain the authorization to publish in french only all notices, by-laws or resolutions made or passed by said council.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

3712

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Bedford, } *Superior Court.*

No. 68.

Wm. W. Ogilvie, Plaintiff, creditor ;

vs.

Siméon G. Trudeau et al., Défendants, debtors ;

and

E. W. Morgan, Curator ;

and

Dame Rosa Emma Fortin et vir, Petitioners.

Notice is hereby given that a report of collocation and distribution of the monies arising from the sale of the lands of Siméon G. Trudeau, insolvent, has been prepared by me in this cause, and will be opened for contestation and objections until the 31st of August instant.

E. W. MORGAN,
Curator. 3694

Bedford, 5th August, 1892.

Province of Québec, }
District of Montréal, } *Superior Court.*

In the matter of Clément Lafleur, Plaintiff ;

vs.

Catherine Cleary, wife separated as to property of B. Martin, and doing business alone in Montréal, as boot and shoe dealer, under the name and style of B. Martin & Co., Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made, in the office of the protonotary of said court, a judicial abandonment of all her property for the benefit of her creditors.

LUSSIER & JASMIN,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 3rd August, 1892. 3682

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages
ERRATUM :	
Kirouac <i>et al</i> vs. Frigon <i>et al</i>	1881
FAILLIS	
<i>Cession :</i>	
Béliveau	1888
Cleary	1917
Dastous	1889
Drolet	1890
<i>Dividende :</i>	
Gélinas	1888
Langlois	1889
Pennée <i>et al</i>	1890
Trudeau <i>et al</i>	1917
<i>Nomination de curateur :</i>	
Brown	1890
Chayer	1889
Dupont	1890
Fontanelle	1888
Jouette	1888
Langlais	1890
Pearson	1888
Rousseau	1889
White & Cie.	1889
LETRES PATENTES, DEMANDE DE :	
The Merchants Telephone Co	1887
NOMINATIONS :	
<i>Juges de paix :</i>	
District de Bedford	1913
do Montréal	1914
do Ottawa	1914
do Trois-Rivières	1914
do Saguenay	1914
ORDONNANCE pour fermer un chemin :	
Saint-Côme, comté de Joliette	1916
PROCLAMATION :	
Acte de Tempérance révoqué dans le comté de Drummond	1915
RÈGLES DE COUR :	
Cité de Montréal et Shippel	1891
VENTES PAR LES SHÉRIFS :	
BEAUHARNOIS :	
Dame Gregg vs. Toynton	1895
CHICOUTIMI :	
Blais vs. Jean	1897
GASPÉ :	
Johnston vs. Cleary	1898

	Pages
ERRATUM :	
Kirouac <i>et al</i> vs. Frigon <i>et al</i>	1881
INSOLVENTS :	
<i>Assignment :</i>	
Beliveau	1888
Cleary	1917
Dastous	1889
Drolet	1890
<i>Dividend :</i>	
Gélinas	1888
Langlois	1889
Pennée <i>et al</i>	1890
Trudeau <i>et al</i>	1917
<i>Appointment of curator :</i>	
Brown	1890
Chayer	1889
Dupont	1890
Fontanelle	1888
Jouette	1888
Langlais	1890
Pearson	1888
Rousseau	1889
White & Cie.	1889
LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :	
The Merchants Telephone Co	1887
APPOINTMENTS :	
<i>Justices of the peace :</i>	
District of Bedford	1913
do Montreal	1914
do Ottawa	1914
do Three Rivers	1915
do Saguenay	1914
ORDER for the closing of a road :	
Saint Come, county of Joliette	1916
PROCLAMATION :	
Temperance Act revoked in the county of Drummond	1915
RULES OF COURT :	
City of Montreal and Shippel	1891
SHERIFFS' SALES :	
BEAUHARNOIS :	
Dame Gregg vs. Toynton	1895
CHICOUTIMI :	
Blais vs. Jean	1897
GASPÉ :	
Johnston vs. Cleary	1898

MONTRÉAL :

Dame Billette vs. Dame Fyfe 1900

QUÉBEC :

Blondeau vs. Hackett 1904

Cité de Québec vs. Genest 1903

do vs. Hannah 1904

do vs. Dlle O'Connell *et al.* .. 1904

Goulet *et al.* vs. Guay 1904

Marceau vs. Shields 1905

RICHELIEU :

Poirier vs. Martin 1906

SAGUENAY :

Bouchard vs. Tremblay 1908

Danais *et al.* vs. Verrault 1908

MONTREAL :

Dame Billette vs. Dame Fyfe 1900

QUEBEC :

Blondeau vs. Hackett 1904

City of Quebec vs. Genest 1903

do vs. Hannah 1904

do vs. Dlle O'Connell *et al.* .. 1904

Goulet *et al.* vs. Guay 1904

Marceau vs. Shields 1905

RICHELIEU :

Poirier vs. Martin 1906

SAGUENAY :

Bouchard vs. Tremblay 1908

Danais *et al.* vs. Verrault 1908

